

**RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE
(ROB) - 2026**

SYNDICAT DEPARTEMENTAL EAU47

Préambule.....	3
1. Contexte général.....	4
1.1 SYNDICAT EAU47.....	4
1.2 CONTEXTE ECONOMIQUE ET REGLEMENTAIRE.....	5
1.3 STRATÉGIE D’HARMONISATION DES PRIX.....	8
1.4 STRUCTURE BUDGETAIRE D’EAU47.....	10
2. Budget Principal.....	11
2.1 PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET PRINCIPAL.....	11
2.2 RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€).....	12
2.3 ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT ET DU MIB (€).....	13
2.4 STRUCTURE DE LA DETTE.....	14
2.5 ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L’ENCOURS DE LA DETTE (€).....	15
2.5 ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE.....	16
2.6 RÉPARTITION DES EFFECTIFS 2025 AU 1 ^{er} janvier 2026.....	18
2.7 AVANTAGES SOCIAUX.....	21
2.8 TEMPS DE TRAVAIL.....	23
2.9 MOUVEMENTS INTER-BUDGETS (MIB) 2026.....	25
2.10 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026.....	27
3. Budget annexe eau mutualisé.....	29
3.1 PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET EAU POTABLE.....	29
3.2 RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€).....	30
3.3 ÉVOLUTION DES RÉSULTATS : FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT (€).....	32
3.4 STRUCTURE DE LA DETTE.....	32
3.5 ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L’ENCOURS DE LA DETTE (€).....	34
3.6 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026.....	34
3.7 PLAN PLURIANNUEL D’INVESTISSEMENTS (PPI) 2026.....	37
3.8 GESTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP).....	40
4. Budget annexe assainissement Collectif mutualisé.....	42
4.1 PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	42
4.2 RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€).....	43
4.3 ÉVOLUTION DES RÉSULTATS : FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT (€).....	45
4.4 STRUCTURE DE LA DETTE.....	45
4.5 ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L’ENCOURS DE LA DETTE (€).....	47

4.6	ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026	47
4.7	PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS (PPI) 2026	50
4.8	GESTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP)	54
5.	Budget annexe régie eau	55
5.1	PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET REGIE EAU	55
5.2	RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€)	56
5.3	STRUCTURE DE LA DETTE	57
5.4	ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L'ENCOURS DE LA DETTE (€).....	59
5.5	ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	59
5.6	ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026	60
6.	Budget annexe régie assainissement	63
6.1	PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET REGIE ASSAINISSEMENT	63
6.2	RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€)	64
6.3	STRUCTURE DE LA DETTE	65
6.4	ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L'ENCOURS DE LA DETTE (€).....	67
6.5	ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	67
6.6	ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026	68
7.	Budget assainissement non collectif.....	71
7.1	PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	71
7.2	RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€)	71
7.3	ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	73
7.4	ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026	73

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue une étape essentielle de la procédure budgétaire. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative de l'assemblée délibérante en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière du Syndicat préalablement au vote du budget primitif.

Les dispositions de l'article L.1612-26 et de l'alinéa 2 de l'article L.2312-1 du CGCT prévoient que, à l'exception des communes de moins de 3 500 habitants, un débat a lieu au sein de l'assemblée délibérante sur les orientations générales du budget.

Le débat d'orientation budgétaire porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice considéré et, éventuellement, les exercices suivants.

Ce débat se situe à l'intérieur d'un délai de dix semaines précédant l'examen du budget (article L1612-26 du CGCT) et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L2121-8 du CGCT.

Celui-ci doit contenir :

- les orientations budgétaires de l'exercice,
- les engagements pluriannuels envisagés,
- la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs
- la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport précise également l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail (article L1612-26 du CGCT).

Ces éléments présentés prennent en compte le budget principal et l'ensemble des budgets annexes du Syndicat.

Il est pris acte du débat d'orientation budgétaire par une délibération de l'assemblée délibérante qui doit faire l'objet d'un vote.

1. CONTEXTE GENERAL

1.1 SYNDICAT EAU47

Présentation du Syndicat

Le Syndicat EAU47 est un syndicat mixte fermé « à la carte » (article L.5212-16 du CGCT). Chaque membre peut, pour tout ou partie de son territoire, transférer au Syndicat EAU47 tout ou partie de ses compétences exercées en eau et en assainissement.

Son objectif est de garantir aux usagers la qualité, la continuité et la pérennité des services publics d'eau potable et d'assainissement, ainsi que l'harmonisation du prix de ces services.

Au-delà de sa vocation première qui consiste à exercer les compétences eau potable et assainissement pour le compte des communes et des EPCI de son périmètre, le Syndicat met à disposition de ses adhérents l'ensemble de ses compétences techniques, financières et administratives et ceci dans le but de dynamiser et conforter une ingénierie publique territoriale dans le domaine de la gestion de l'eau, à une échelle pertinente de mutualisation, celle du département.

Les éléments budgétaires présentés dans ce ROB sont des données globales et prévisionnelles des résultats de clôture des différents budgets EAU47 au 31 décembre 2025 (avant pointage avec le Centre de Gestion Comptable d'Agen), ainsi que les projets de Plans Pluriannuels d'Investissements (PPI) 2026.

Calendrier budgétaire prévisionnel :

Commissions territoriales Présentation des Plans Pluriannuels d'Investissement (PPI)	Janvier 2026
Comité Syndical Vote du Débat d'Orientation Budgétaire 2026	23 Février 2026
Commissions finances et technique Préparation des budgets	24 Février 2026
Comité Syndical Vote des comptes 2025 et des Budgets Primitifs 2026	5 Mars 2026

Passage au compte financier unique (CFU)

L'ordonnance du 12 juin 2025 relative à la généralisation du compte financier unique (CFU), généralise la mise en œuvre du CFU à compter des comptes 2026.

Il s'agit d'un document commun à l'ordonnateur et au comptable, qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Le Syndicat souhaite le passage au CFU dès l'élaboration de ses comptes 2025.

Modification de l'instruction budgétaire et comptable 2026

L'instruction budgétaire et comptable M4, applicable aux services publics industriels et commerciaux (SPIC), a fait l'objet de modifications majeures au 1^{er} janvier 2026. **Ces évolutions, s'inscrivent dans le cadre de la généralisation du compte financier unique (CFU) et de l'harmonisation avec le référentiel M57.**

Ci-dessous, quelques exemples de modifications :

- La suppression des chapitres de dépenses imprévues, remplacés par la possibilité d'effectuer des virements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section, sauf pour le chapitre 012),
- Le débat d'orientation budgétaire (DOB) se situe désormais à l'intérieur d'un délai de dix semaines précédant l'examen du budget (en non plus 2 mois),
- La modification des intitulés des comptes "exceptionnels" au profit de comptes de charges et produits "spécifiques" (67 et 77),
- Suppression et création de nouveaux comptes.

1.2 CONTEXTE ECONOMIQUE ET REGLEMENTAIRE

Éléments de contexte économique national

Les projections économiques intermédiaires de septembre 2025 pour la France, publiées par la Banque de France, dessinent :

- **un scénario de croissance modérée (0,7 % en 2025, puis 0,9 % en 2026 et 1,1 % en 2027)**, portée par une reprise progressive de la consommation des ménages (soutenue par un gain de pouvoir d'achat salarial d'environ 1 % par an) et de l'investissement privé, tandis que le commerce extérieur contribuerait peu.
- **Après une chute à 1 % en juin 2025 (grâce au recul des prix de l'énergie et des services) l'inflation devrait remonter progressivement pour atteindre respectivement 1,3 % et 1,8 % en 2026 et en 2027.** Pour rappel, elle était de 2,3 % en moyenne en 2024.
- Le taux de chômage resterait proche de son niveau actuel de 7,5 %.

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

	2024	2025	2026	2027
PIB réel	1,1	0,7	0,9	1,1
	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>- 0,1</i>	<i>- 0,1</i>
IPCH	2,3	1,0	1,3	1,8
	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>- 0,1</i>	<i>0,0</i>
IPCH hors énergie et alimentation	2,3	1,7	1,6	1,6
	<i>0,0</i>	<i>- 0,2</i>	<i>- 0,1</i>	<i>0,0</i>
Taux de chômage (BIT, France entière, % de la population active)	7,4	7,5	7,6	7,4
	<i>0,0</i>	<i>- 0,1</i>	<i>- 0,1</i>	<i>0,0</i>

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de juin 2025, fondée sur les comptes trimestriels du 30 avril 2025, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis. Projections fondées sur les comptes trimestriels du 29 août 2025 et réalisées sous des hypothèses techniques établies au 15 août 2025.

Sources : Insee pour 2024 (comptes nationaux trimestriels du 29 août 2025), projections Banque de France sur fond bleuté

Cadrage et orientations budgétaires du Syndicat pour 2026 :

Dans un contexte économique contraint, le Syndicat EAU47 doit préparer son budget 2026 avec rigueur, anticipation et adaptabilité. L'objectif est de garantir la continuité du service public de l'eau potable et de l'assainissement tout en maîtrisant les équilibres financiers.

L'élaboration des budgets 2026 intervient dans un contexte marqué par :

- **Une inflation persistante et une augmentation des coûts** : l'inflation observée entre 2021 et 2024 a fortement impacté les coûts de l'énergie, des matériaux, du transport et de la main-d'œuvre, ce qui a entraîné une augmentation des enveloppes financières nécessaires pour les opérations d'investissement.
- **Une législation « eau potable » qui s'est renforcée** depuis 2020 afin de garantir une eau de qualité jusqu'au robinet du consommateur. Le Syndicat doit se conformer à une réglementation de plus en plus stricte en matière de qualité de l'eau : surveillance complémentaire de nouveaux paramètres (PFAS, uranium, bisphénol, etc.), exigence de mise en place de traitements complémentaires, exigence de renouvellement plus rapide des réseaux anciens présentant des risques de relargage de Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) etc.
- **Une législation « assainissement » et des administrations de plus en plus exigeantes pour la protection de l'environnement (DERU2)**. Les mises aux normes de nos nombreuses installations sur le territoire et, plus globalement, de nos gros systèmes d'assainissement qui nécessitent des investissements importants en traitement et sur les réseaux.
- **La nécessité de prendre en compte le changement climatique** : une gestion proactive de la ressource en eau rendue nécessaire afin d'anticiper des situations de "tension hydrique". Le Schéma Directeur Ressource a donné des grandes lignes directrices, mais il a été nécessaire de le compléter en prenant en compte la diminution des débits de nos rivières dans les années à venir (diminution de 20 % à 40 % annoncée sur les fleuves et rivières du bassin Adour-Garonne). Le 12^e programme de l'Agence de l'Eau, qui a

démarré en 2025, impose de prendre en compte la prospective du changement climatique dès l'étude de nos projets et encourage les programmes de sobriété. Il devrait même les favoriser par l'octroi de subventions complémentaires. Nous sommes en ordre de marche sur ces sujets.

- **Une diminution des volumes d'eau consommés** : les appels à la sobriété, la baisse du pouvoir d'achat des ménages et les restrictions de consommation d'eau sont des mesures nécessaires, mais elles conduisent à une réduction des volumes d'eau consommés, impactant ainsi les recettes du Syndicat.

Les orientations budgétaires générales pour 2026 :

Ainsi, les besoins d'investissement importants et l'augmentation des coûts de fonctionnement pour moderniser les réseaux, améliorer les ouvrages de traitement et développer de nouvelles infrastructures doivent continuer à être travaillés, en maintenant un juste équilibre entre les tarifs pour les usagers et les coûts de fonctionnement et d'investissement.

Pour cela, en 2026, les orientations du Syndicat portent sur :

- **La maîtrise des niveaux des budgets en ce qui concerne les charges à caractère général** et les charges de gestion courantes ;
- **La volonté de contenir les évolutions des charges de personnel**, tout en intégrant les nouvelles organisations mises en place et les coûts liés aux évolutions réglementaires ;
- **La réalisation d'un programme d'investissement important**, en respectant le plan pluriannuel sur 5 ans établi en 2025, qui a été élaboré avec une priorisation selon des critères précis intégrant la mise en conformité sanitaire et environnementale, ainsi que les projets du schéma directeur de ressource et de distribution de l'eau potable ;
- **La favorisation des planifications pluriannuelles** par la mise en place d'Autorisations de Programme (AP) et de Crédits de Paiement (CP) ;
- **L'optimisation des recettes** par la recherche de subventions supplémentaires (bonification de l'agence de l'eau, de la région, etc.) et par un travail continu sur la tarification ;
- **Le maintien du suivi** permanent des taux d'endettement ;
- **La prospective financière** pour garantir les équilibres financiers nécessaires à la réalisation des programmes de travaux, avec un travail qui s'amorcera sur les différentes possibilités de tarification.

1.3 STRATÉGIE D'HARMONISATION DES PRIX

Harmonisation des tarifs de l'eau et de l'assainissement collectif – État des lieux et perspectives

Depuis plusieurs années, le Syndicat s'est fixé pour objectif d'unifier les tarifs de l'eau potable et de l'assainissement collectif appliqués aux usagers. Cette volonté s'inscrit dans une démarche de cohérence territoriale, tout en tenant compte des spécificités historiques, géographiques et des orientations politiques et économiques qui ont présidé à la constitution du Syndicat.

Par délibération n°21_058_C, l'assemblée avait arrêté un calendrier visant à instaurer un tarif unique sur une période de six ans, s'échelonnant de 2023 à 2028. Toutefois, la diversité des contrats en vigueur, ainsi que leurs échéances distinctes, rendent complexe la réalisation de cet objectif dans les délais initialement prévus. En effet, les révisions et avenants contractuels, propres à chaque concession, évoluent selon des rythmes indépendants, ce qui limite la capacité d'alignement à court terme.

Au regard de ces contraintes, un horizon réaliste pour l'aboutissement de cette harmonisation se situe désormais entre 2030 et 2031. Une proposition en ce sens sera soumise à la nouvelle assemblée délibérante à la fin de l'année 2026, afin d'ajuster la stratégie en conséquence.

Avancées significatives et ajustements récents

Malgré ces défis, la démarche d'harmonisation progresse concrètement. Plusieurs étapes déterminantes ont ainsi été franchies :

- **Intégration des communes de l'ancien territoire de Tournon d'Agenais** : les tarifs des quatre communes du secteur de Tournon d'Agenais (Tournon, Cazideroque, Courbiac et Anthé) ont été alignés sur ceux du contrat *Nord du Lot, Brame, Nord de Marmande, Sud du Lot, Penne/Saint Sylvestre* géré par Saur, via un avenant. Cette mesure permettra une uniformisation des tarifs à compter de 2026.
- **Harmonisation des secteurs en régie** : en 2025, pour la première fois, l'ensemble des communes relevant de la régie a bénéficié d'un tarif unifié. Cependant, l'adhésion de nouvelles communes en juillet 2025 et en janvier 2026, dont les tarifs étaient initialement très inférieurs à la moyenne, a nécessité la mise en place d'un mécanisme de lissage sur trois ans, limité à la composante assainissement :
 - La commune de **Boussès**, intégrée au Syndicat pour la compétence eau potable au 1^{er} juillet 2025, a renoncé à ce dispositif. Son tarif, appliqué depuis le 1^{er} janvier 2026, est désormais aligné sur celui du périmètre de la régie.
 - Les communes de **Durance** (intégrée pour les compétences *eau potable* et assainissement au 1^{er} janvier 2026), **Villefranche-du-Queyran** (intégrée au 1^{er} janvier 2026 pour la compétence assainissement) et **Fargues sur Ourbise** (intégrés au 1^{er} juillet 2025 pour la compétence assainissement) ont en revanche opté pour un lissage progressif de leurs tarifs d'assainissement sur trois ans. A noter que la commune de Durance a renoncé au lissage pour la compétence *eau potable*.

Par ailleurs, des ajustements complémentaires concernant les tarifs des services délégués ont été engagés afin de poursuivre la convergence vers une harmonisation complète, visée à l'horizon 2030 et/ou 2031 pour les deux compétences.

Perspectives et adaptation aux enjeux futurs

Une analyse prospective a été initiée en 2025 afin d'anticiper les évolutions majeures influençant la politique tarifaire du Syndicat. Cette réflexion intègre notamment :

- les **obligations réglementaires récentes**, parmi lesquelles la transposition de la *Directive relative aux eaux résiduaires urbaines (DERU 2)*, la gestion des *substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)* ou encore les contraintes liées aux *critères de valeur limite (CVM)* ;
- les **engagements issus de la charte du schéma directeur des ressources**, notamment en matière de sobriété hydrique et de sécurisation des approvisionnements ;
- les **impacts du changement climatique**, dont les conséquences sur la disponibilité et la qualité de la ressource en eau.

Les conclusions de cette étude serviront de fondement à l'élaboration d'une **nouvelle feuille de route tarifaire**, conçue pour répondre aux défis sociaux et environnementaux des années à venir, dans un contexte marqué par des exigences croissantes en matière de durabilité et d'équité territoriale.

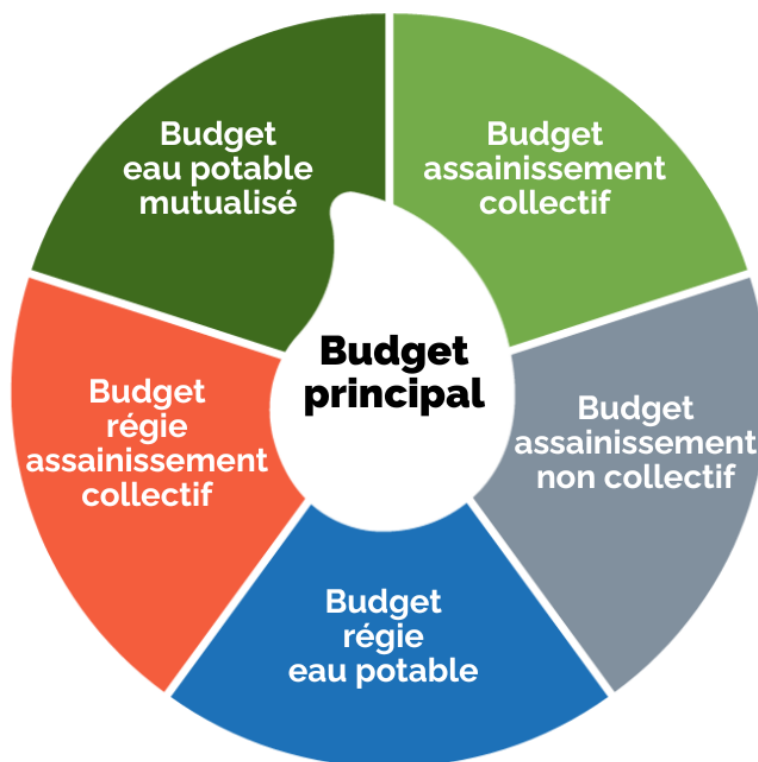
1.4 STRUCTURE BUDGETAIRE D'EAU47

Le Syndicat EAU47 a pour mission d'assurer la production, le traitement et la distribution d'eau potable, ainsi que la collecte et le traitement des eaux usées sur le territoire de ses communes et EPCI membres.

Ces services sont organisés selon deux modes de gestion :

- par délégation de service public (DSP), confiée à trois opérateurs : AGUR, SAUR et VEOLIA ;
- en régie directe, principalement sur les territoires de la Porte des Landes et de l'Albret.

Sur le plan financier, le Syndicat dispose d'un budget principal complété par cinq budgets annexes, chacun dédié à des activités spécifiques :



2. BUDGET PRINCIPAL

2.1 PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET PRINCIPAL

Le budget principal du Syndicat EAU47 regroupe l'ensemble des charges et produits non affectables spécifiquement à l'une des compétences eau et assainissement.

Il joue un rôle pivot en assurant la couverture des charges structurelles et des missions de solidarité internationale, tout en s'appuyant sur un modèle financier équilibré : mutualisation des coûts via les Mouvements Inter Budgets (MIB).

En résumé, le budget Principal du Syndicat regroupe :

Les frais généraux indispensables au fonctionnement du Syndicat, incluant :

- Les charges à caractère général : frais liés au siège du syndicat (fluides, assurances, maintenance) dont certaines sont mutualisées avec la régie d'exploitation d'EAU47.
- Les charges de personnel : rémunérations, cotisations sociales, et frais annexes (formations, alternances...).
- Les indemnités des élus : allocations liées à leur mandat.
- Les charges locatives : loyers et frais liés aux locaux administratifs.
- Les frais de communication : supports d'information, sensibilisation des usagers, et relations publiques.

Les actions transversales :

- La solidarité internationale : avec des actions et des engagements en faveur de l'accès à l'eau (ex. : subventions à des associations, partenariats avec des territoires défavorisés, ...).
- Plan sobriété et accès à l'eau : avec de la sensibilisation et la mise en place de mesures pour réduire les consommations et optimiser les ressources.

Les modalités de financement :

Le budget principal s'équilibre grâce à trois types de recettes :

- Les Mouvements Inter-Budgets (MIB)

Principale ressource du budget principal, ils permettent le remboursement de l'ensemble des frais généraux par les différents budgets annexes, via une clé de répartition équitable.

- Les cotisations des adhérents au Syndicat EAU47, sans transfert de compétence associé.
- Les recettes liées au programme de Solidarité internationale (Financement : 0,0015 €/m³ d'eau potable facturé).

2.2 RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€)

** Les données présentées sont de nature provisoire et feront l'objet d'une validation définitive après vérification avec le centre de gestion comptable.*

Le résultat global de clôture 2025 s'élève à un **excédent global de 1,6 M€**, après reprise des résultats 2024.

Détail de la section de Fonctionnement (en euros)

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	7 256 962	5 989 525,33		1 283 255,20
Recettes	7 256 962	6 289 188,01	983 592,52	
Résultats (Recettes – Dépenses) :		299 662,68	983 592,52	

Détail de la section d'Investissement (en euros)

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	1 407 281	102 322,85		305 000,48
Recettes	1 407 281	99 041,45	308 281,88	
Résultats (Recettes – Dépenses) :		-3 281,40	308 281,88	

Restes à Réaliser (RAR) 2025 :

Postes	Reste à réaliser 2025
Dépenses	21 700
Recettes	0
	- 21 700

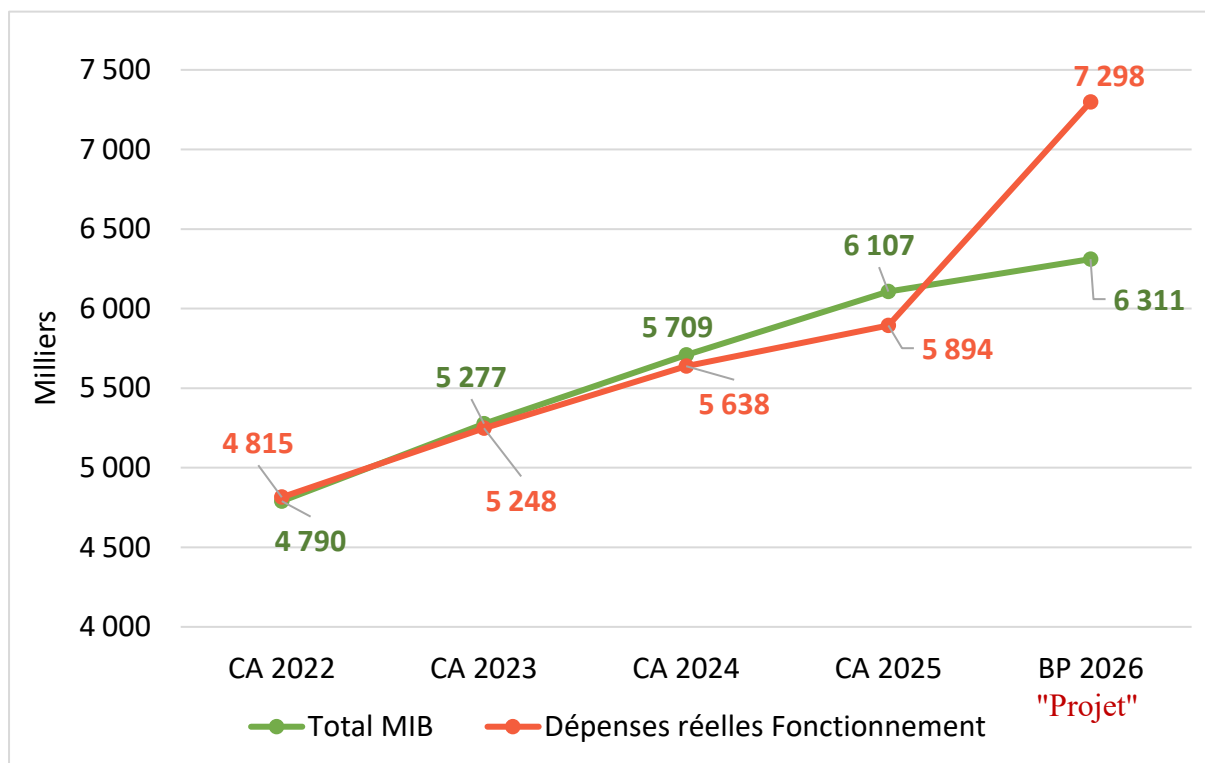
Analyse des résultats :

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement s'élève à 1 283 255,20 €. Il s'explique par des dépenses maîtrisées et des recettes adaptées. Le report des résultats N-1 renforce la capacité d'autofinancement du Syndicat.

- Excédent 2025 : 299 662,68 € (recettes > dépenses).
- Report des résultats N-1 : 983 592,52 € (excédent non utilisé en 2024).

Le résultat de clôture de la section d'investissement est légèrement déficitaire -3 281,40 € mais compensé par un report excédentaire de 308 281,88 €.

2.3 ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT ET DU MIB (€)



Les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal 2025 sont constituées en grande majorité (85 %) par les charges de personnel, puis par les charges à caractère général (13 %). Elles ont progressé de 4,5 % en 2025.

Pour rappel, l'intégration en 2025 du budget solidarité et le projet de mise en place d'actions sur les économies d'eau et la sensibilisation des abonnés ont fait évoluer à la hausse les prévisions des dépenses et des recettes du budget.

Le projet de budget prévisionnel pour l'exercice 2026 estime les dépenses réelles de fonctionnement à 7,3 millions d'euros hors taxes. Une analyse détaillée des variations observées sur ces dépenses figure au point 2.10 du document, intitulé « Orientations budgétaires 2026 ».

2.4 STRUCTURE DE LA DETTE

Situation de la dette au 1^{er} janvier 2025

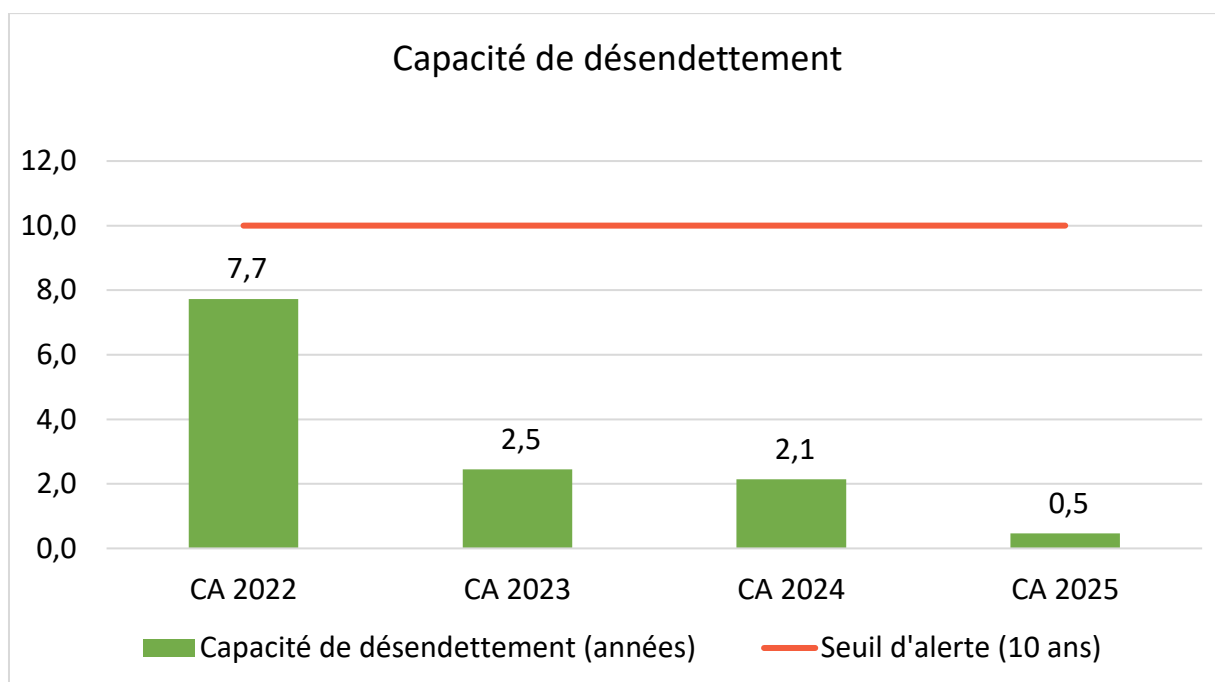
Le budget principal du Syndicat EAU47 présente une structure de dette simple et maîtrisée, composée d'un emprunt unique.

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Capital restant dû (CRD) au 01/01/2025 : 204 160,76 €
- Annuité 2025 :
 - Montant total : 21 328,36 €,
 - Dont remboursement en capital : 19 654,59 €,
 - Dont intérêts : 1 673,77 €.

Indicateur de soutenabilité :

Capacité de désendettement au 31/12/2025 : 1,5 années. Ce ratio, largement inférieur au seuil d'alerte de 10 ans, atteste d'une solvabilité solide et d'une dette rapidement absorbable par l'épargne brute du Syndicat.



Le ratio de désendettement (encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours) est exprimé en nombre d'années et mesure la solvabilité financière d'une collectivité. Il détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette en supposant qu'elle y consacre la totalité de son épargne brute.

Le seuil d'alerte est fixé à 10 ans.

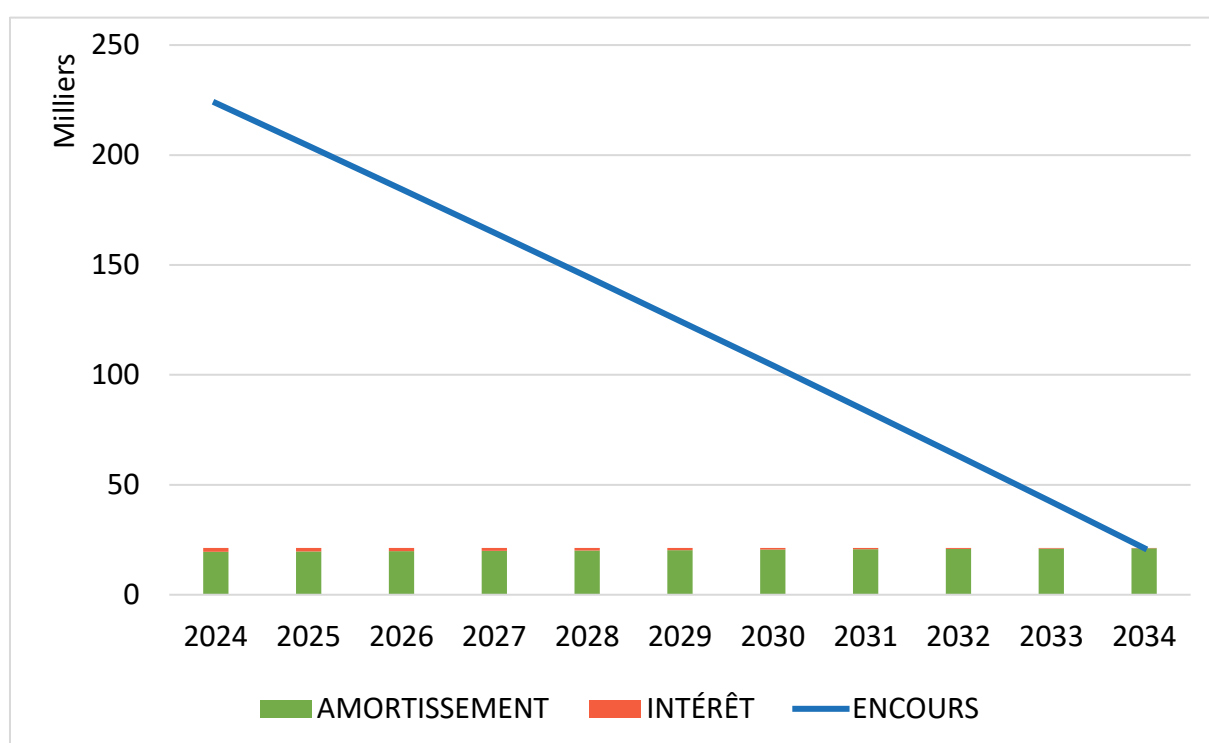
Évolution prévisionnelle en 2026

Aucun nouvel emprunt n'a été contracté en 2025.

- Capital restant dû (CRD) au 01/01/2026 : 184 506,17 €.
- Annuité 2026 :
 - Montant total : 21 328,36 € (stable),
 - Dont remboursement en capital : 19 820,04 €,
 - Dont intérêts : 1 508,32 €.

Échéance finale de l'emprunt : 2034, avec un rythme de remboursement constant.

2.5 ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L'ENCOURS DE LA DETTE (€)

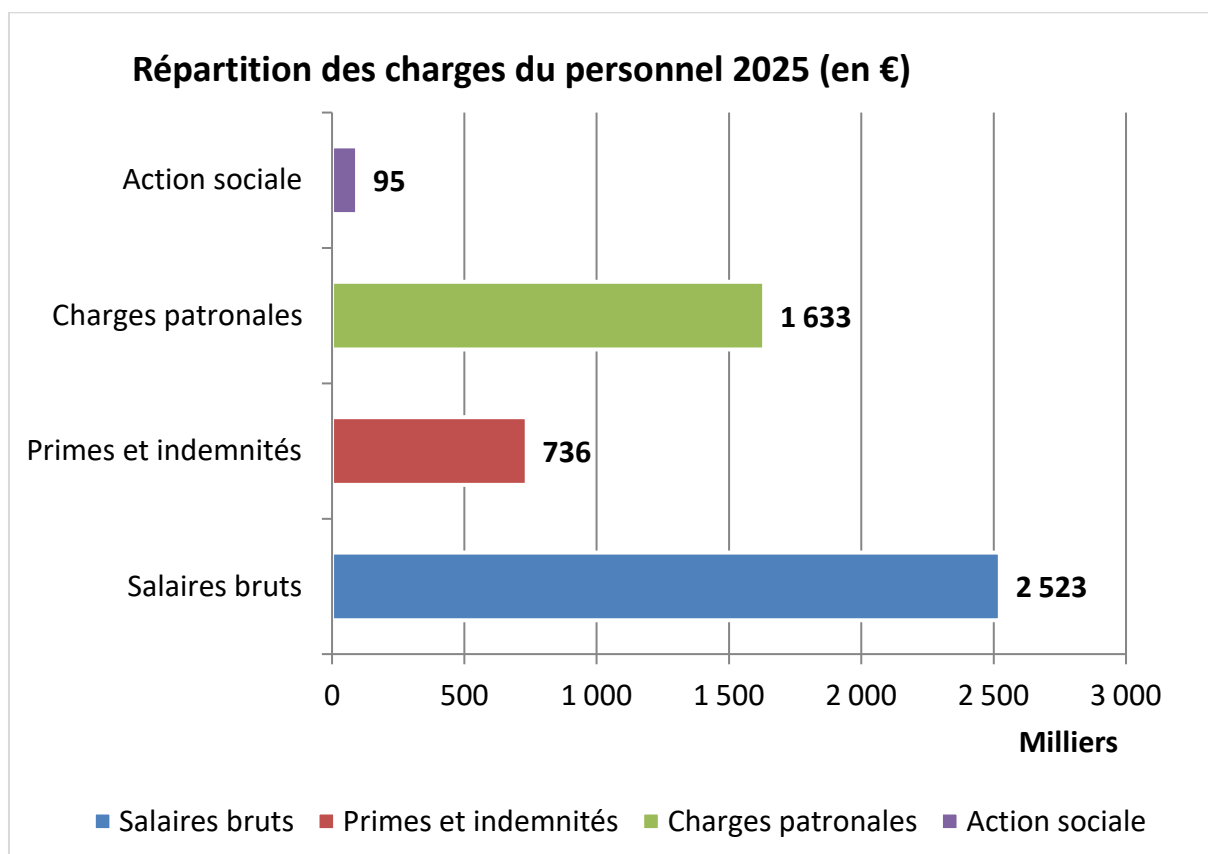


2.5 ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE

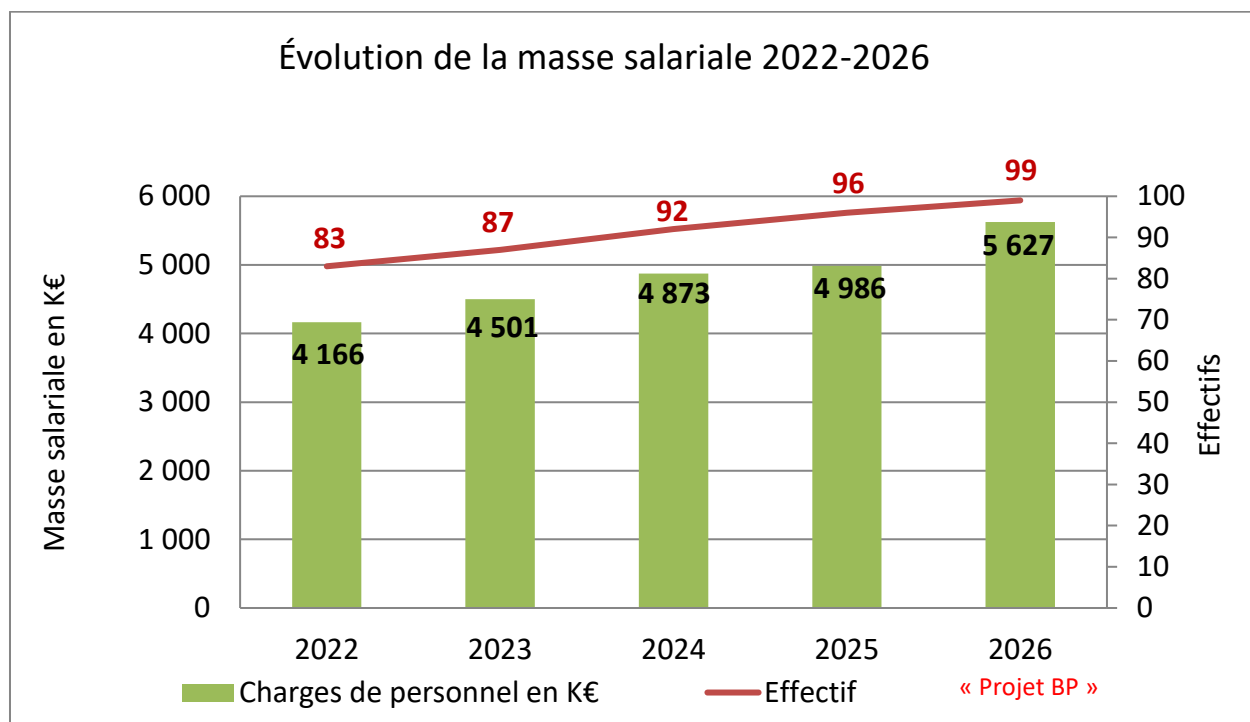
Répartition des charges de personnel (Compte 2025)

Salaires bruts	2 523 279
Primes et indemnités	735 654
Charges patronales	1 632 679
Action sociale	94 557
	4 986 169

Pour rappel, les charges de personnel s'élevaient à 4 872 694 € en 2024, soit une évolution de 2,33 %.

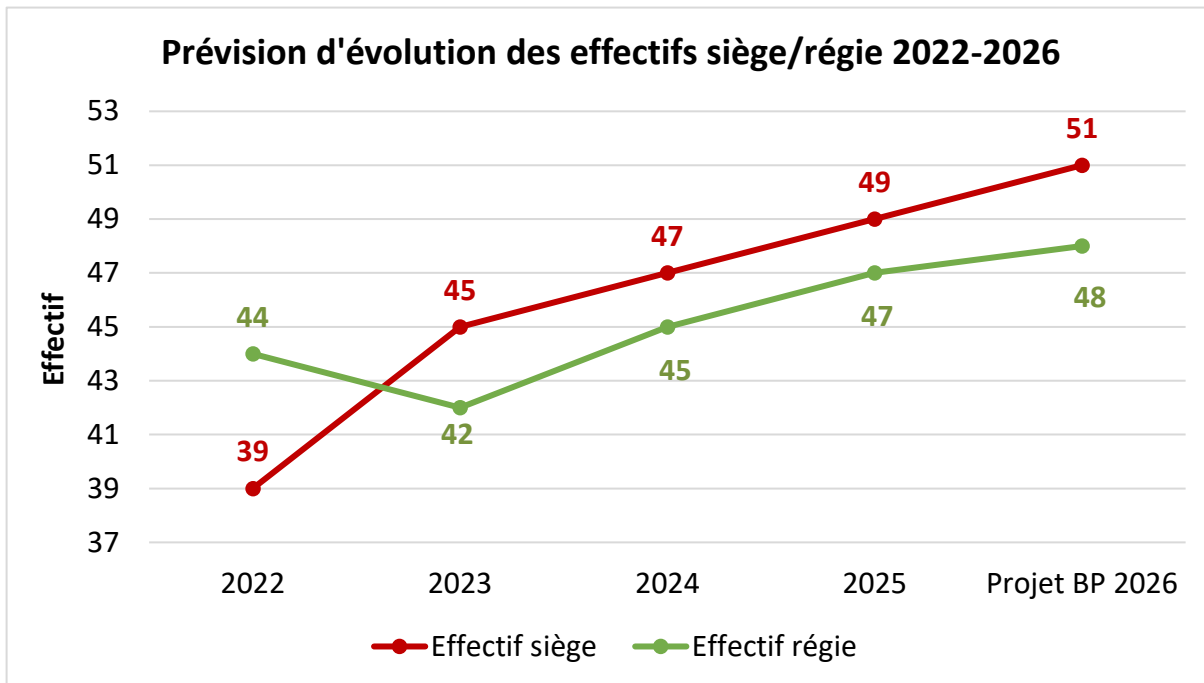


Évolution des effectifs du personnel d'EAU47

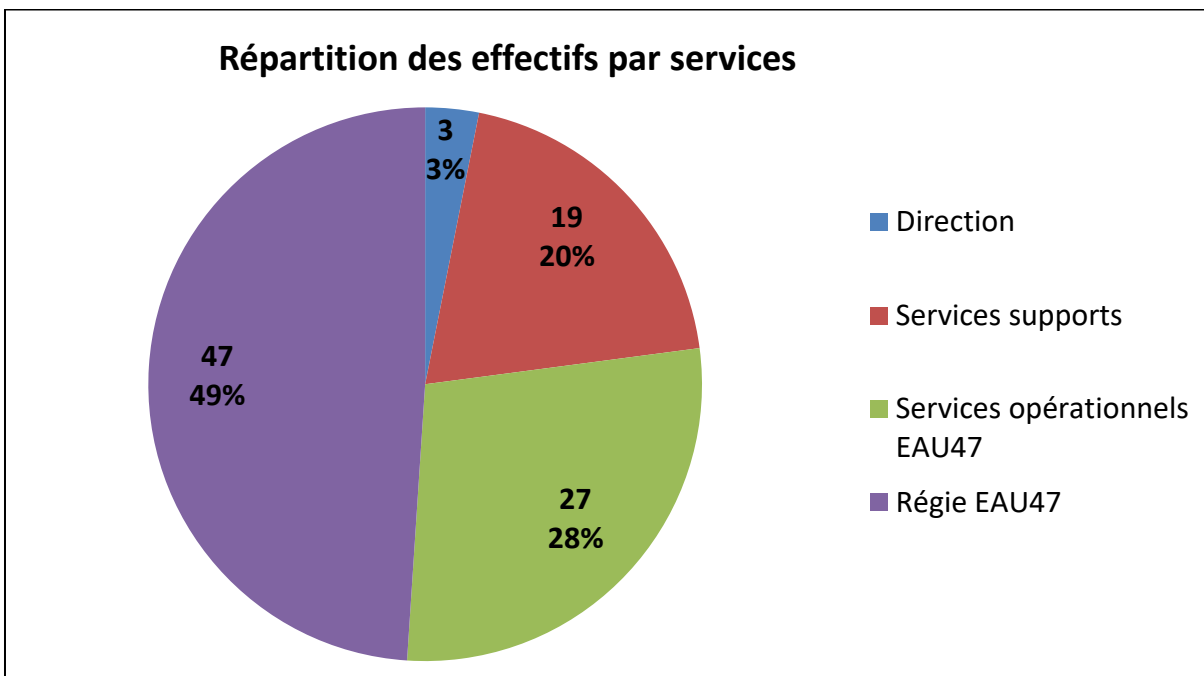


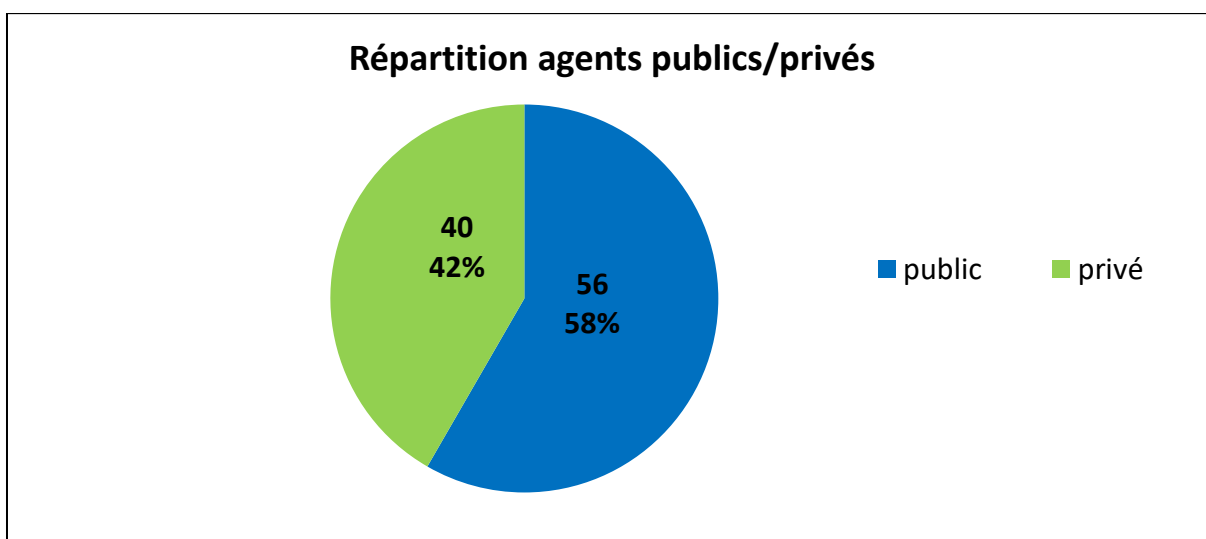
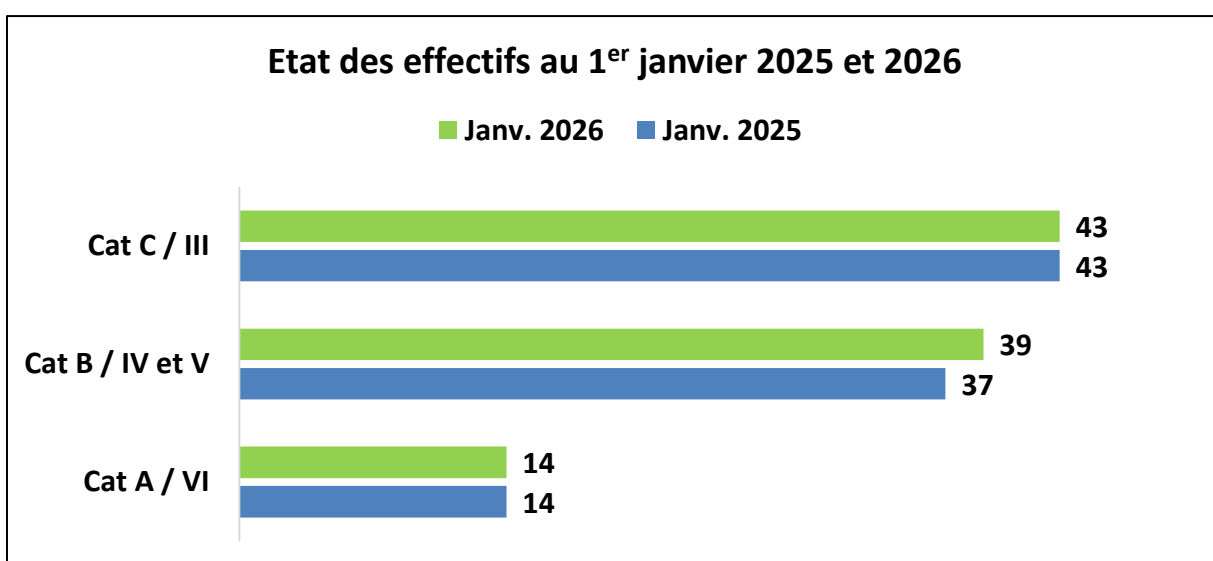
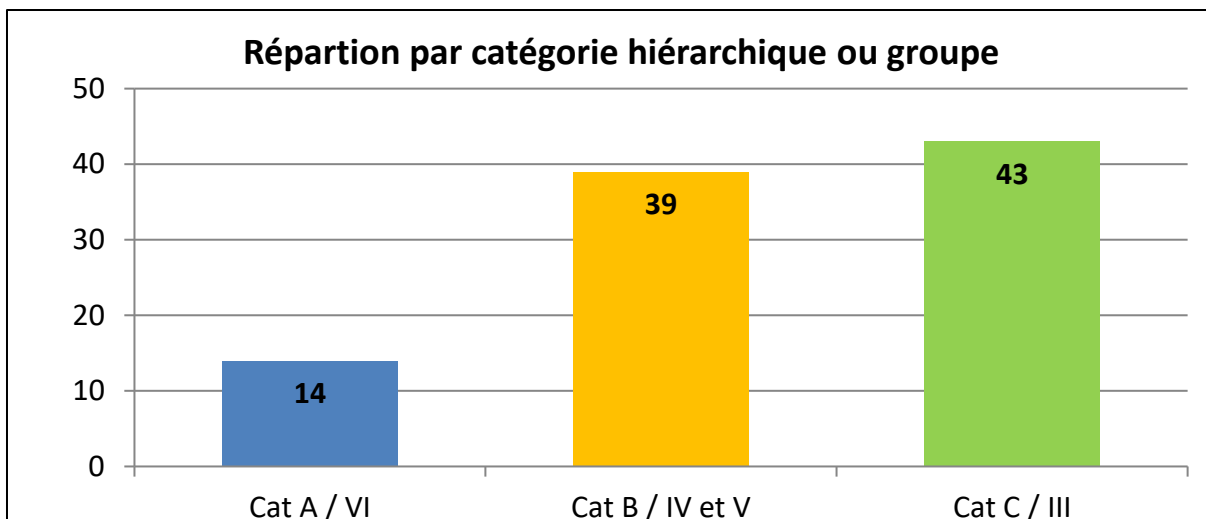
L'évolution de la masse salariale en 2026 s'explique par :

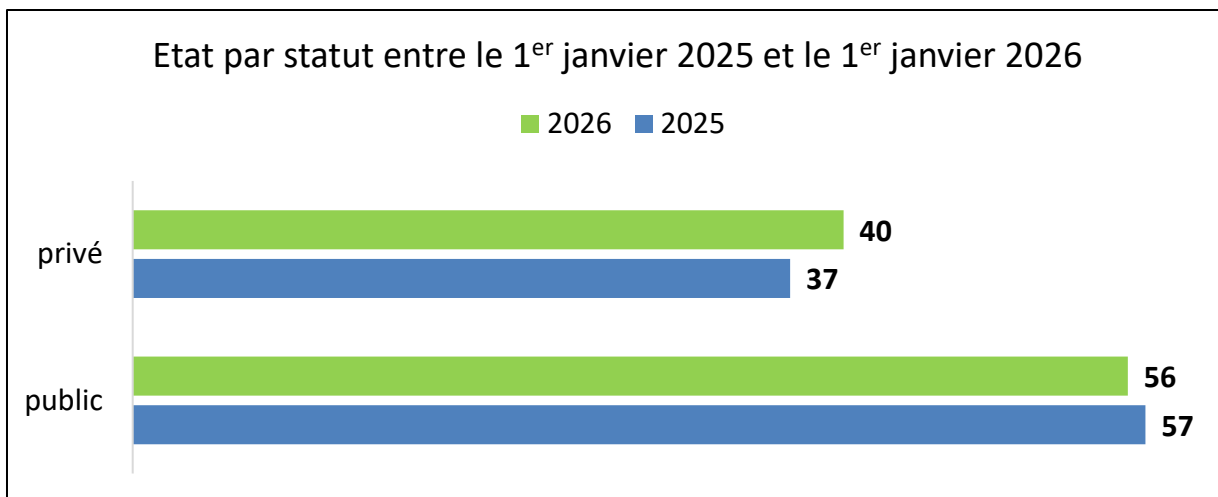
1. L'augmentation du taux de cotisation vieillesse des employeurs des agents affiliés à la CNRACL de 3% au 1^{er} janvier 2026
2. L'augmentation des taux de cotisation pour le régime de retraite IRCANTEC (part patronale et part salariale : + 0,42 %) pour les agents publics
3. L'augmentation des taux de cotisation patronale et salariale assurance vieillesse des privés (IRCANTEC) : + 0,31 %
4. L'augmentation de l'assurance vieillesse : + 0,09 %
5. L'augmentation des cotisations sociales sur les salaires des agents privés : Santé (Prévifrance) : + 0,5 % et Prévoyance (AG2R) : + 0,22 %
6. La création d'un poste permanent de gestionnaire pour le service Marchés Publics,
7. La prévision afin de palier à des absences (maladie ou autres) d'un poste de renfort d'assistant administratif pour le SPANC et d'un poste sur 6 mois pour un agent d'exploitation eau potable sur la régie Porte des Landes.
8. Le doublon sur une demi-année pour le remplacement du chef de service Marchés Publics (départ à la retraite)
9. Le coût salarial sur une année pleine des agents recrutés dans le courant de l'année 2025 dans le cadre du renforcement des équipes : 1 chef de service à la régie (Albret) et 1 poste au service Études et Règlements
10. La revalorisation des carrières des agents publics (avancements d'échelons, de grade et promotions internes 2026)
11. La revalorisation des carrières des agents privés (grilles salariales révisées + avancements d'échelons)
12. Le projet de modification des indemnités d'astreinte pour les agents d'exploitation
13. Les évolutions des rémunérations des agents publics, les IFSE et CIA.



2.6 RÉPARTITION DES EFFECTIFS 2025 AU 1^{ER} JANVIER 2026





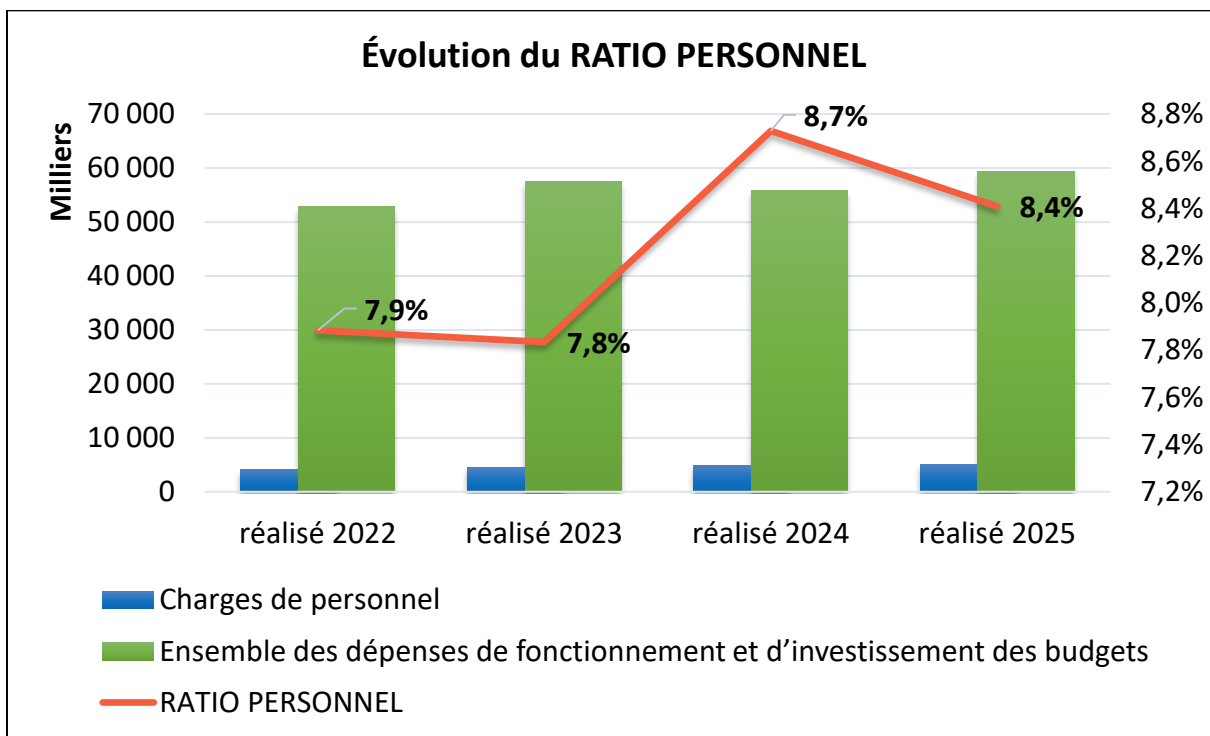


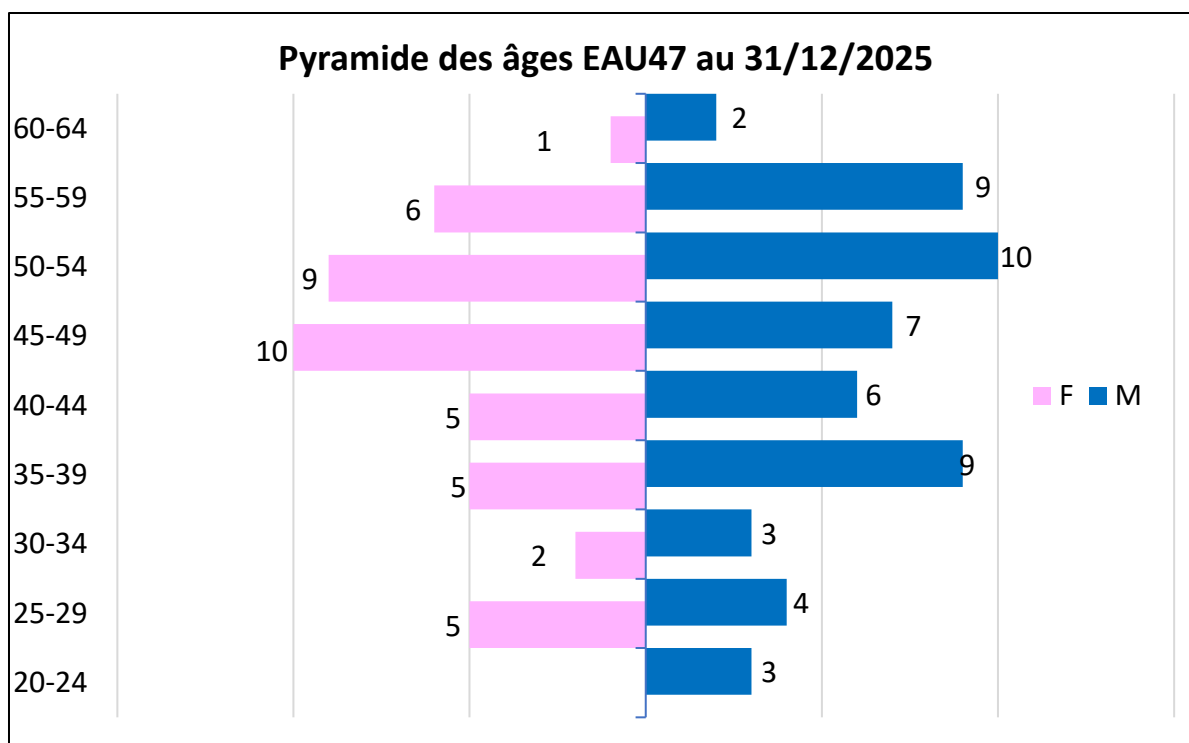
RATIO DU PERSONNEL

Charges de personnel 2025 / Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'investissement des budgets 2025 :

4 986 169 € / 59 296 520 €

Les charges de l'ensemble des agents EAU47 représente 8,4 % de l'ensemble des dépenses du Syndicat.





Soit 43 femmes et 53 hommes

Au regard de cette pyramide des âges, de nombreux départs en retraite sont à anticiper dans les prochaines années puisque 18 agents ont 55 ans et plus :

- 1 départ prévu en 2026 (remplacement en cours)
- 4 départs d'ici 1 à 4 ans
- 9 départs d'ici 4 à 6 ans
- 3 départs d'ici 6 à 8 ans

2.7 AVANTAGES SOCIAUX

94 557 € ont été investis dans l'action sociale au profit du personnel du Syndicat EAU47 en 2025, ce qui représente 1,90 % de l'ensemble des charges de personnel.

a. La protection sociale complémentaire des agents publics

Prévoyance

EAU47 participait à hauteur de 20 € par mois aux contrats labellisés de Prévoyance de ses agents. Cette participation a été revalorisée à 40 € depuis le 1^{er} janvier 2025 afin d'inciter le personnel à se couvrir en cas de congés maladie.

En 2024, sur 56 agents publics, 33 ont bénéficié du versement de cette participation employeur pour un montant total de **7 862 €**.

En 2025, 21 agents ont bénéficié de cette participation pour un montant total de **9 212 €**.

Malgré le doublement de la participation, on constate une baisse du nombre d'agents assurés dûe à la perte de la labellisation de certains contrats en raison du minimum de couverture imposé par la réforme et de la hausse des tarifs induite pour obtenir un nouveau contrat labellisé.

Santé

La participation employeur instaurée par EAU47 sur les contrats labellisés de santé des agents s'élève à 25 € et 5 € par enfant couvert par le contrat.

En 2024, sur 56 agents publics, 32 ont bénéficié du versement de cette participation employeur pour un montant total de **9 197 €**.

En 2025, 34 agents publics ont bénéficié du versement de cette participation pour un montant total de **10 260 €**.

La protection sociale complémentaire des agents relevant du droit privé :

L'ensemble du personnel privé d'EAU47, soit 38 agents en moyenne sur 2025, bénéficie de contrats groupes à adhésion obligatoire pour la Prévoyance et pour la Santé. La participation du Syndicat EAU47 sur ces 2 contrats pour 2025 est la suivante :

- Santé : **15 774 €**
- Prévoyance : **32 297 €**

Pour rappel en 2024, la participation d'EAU47 pour les agents de droit privé sur ces 2 contrats était de :

- Santé : **13 074 €**
- Prévoyance : **28 080 €**

b. Le Forfait Mobilité Durables(FMD)

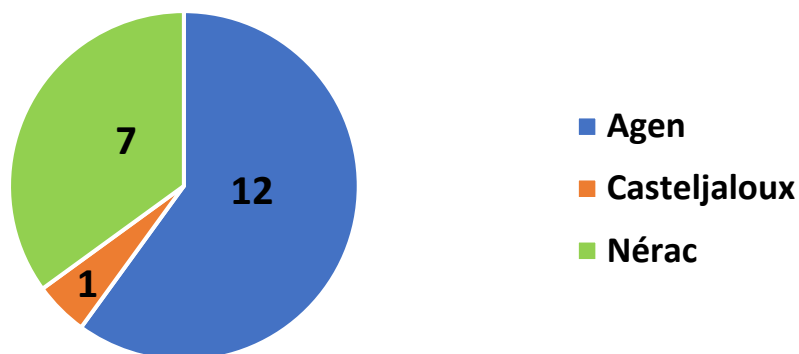
Le Forfait Mobilité Durable a été instauré en 2024 afin d'encourager les déplacements écoresponsables du personnel du Syndicat EAU47 pour leurs trajets domicile-travail (vélo, trottinette, covoiturage...). Parmi les 96 agents du Syndicat EAU47 sur les 3 sites en 2025, 20 en ont bénéficié pour un montant total de 4 900 €.

Pour rappel, au titre de l'année 2024, parmi les 94 agents d'EAU47, 16 en avaient bénéficié pour un montant total de 3 800 €.

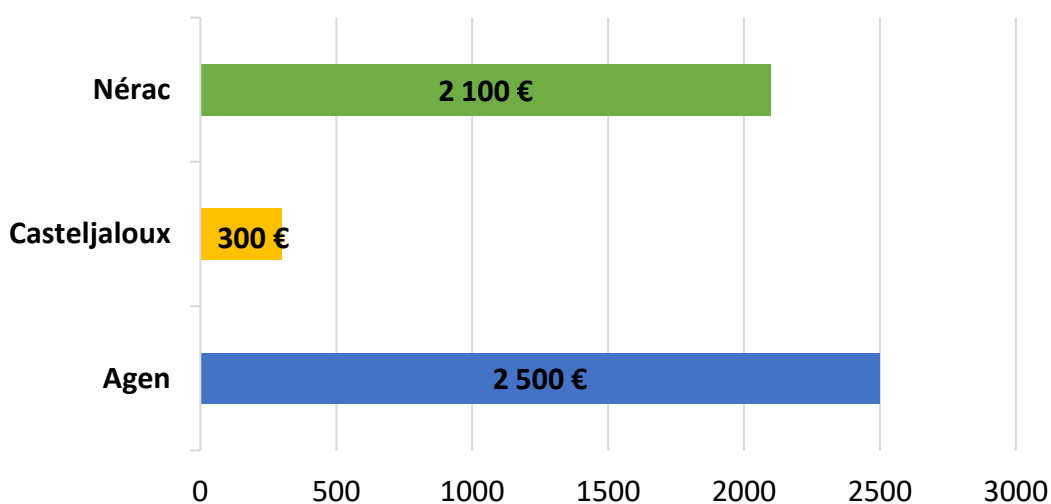
Le versement du FMD est complémentaire au remboursement partiel des frais de transport collectif pour les trajets domicile-travail des agents (abonnements train, bus...) qui s'est élevé à 330 € pour 2025 (1 agent concerné).

Pour rappel ces frais de transport s'élevaient à 1 150 € en 2024 pour 3 agents concernés.

Nombre d'agents bénéficiaires du FMD pour 2025



Montants FMD versés pour l'année 2025



2.8 TEMPS DE TRAVAIL

a. Durée de travail hebdomadaire

Les services du siège à AGEN ont une organisation du travail basée sur 39 heures hebdomadaires (avec RTT) depuis l'instauration de la durée légale du temps de travail à 35h.

A la création de la régie d'exploitation du Syndicat EAU47 en 2016, il a été décidé d'organiser le temps de travail sur 37h pour ce service.

L'ensemble du personnel travaille à temps complet, dont un agent à temps partiel 80 %.

b. Télétravail

Depuis le 1^{er} janvier 2024, le personnel a la possibilité de télétravailler une journée par semaine, pour les postes télétravaillables.

16 agents avaient signé une convention de télétravail en 2024, 18 conventions sont en cours en 2025 (2 agents supplémentaires).

En 2025, le montant total de versement du forfait télétravail s'élève à 503,60 €.

c. Le Compte Épargne Temps (CET)

En 2025, 70 agents disposent d'un CET, représentant un total de 1 671 jours épargnés.

8 agents ont bénéficié d'une indemnisation de jours déposés sur leur CET, représentant un total de 14 700 € et 121 jours indemnisés.

Évolution des indemnisations des jours depuis 2023 et moyenne sur les 3 ans :

CET	2023	2024	2025	Moyenne
Nb d'agents	11	8	8	9
Nb de jours indemnisés	190	86	121	132
Montant en €	18 285	10 964	14 700	14 650

Plafonnement des jours indemnisables :

Un décret du 26 novembre 2025 permet de plafonner le nombre de jours indemnisables épargnés sur un Compte Épargne Temps (CET).

Il prévoit désormais que l'organe délibérant de la collectivité peut déterminer, après consultation du Comité Social Territorial (CST), un plafond annuel du nombre de jours pouvant donner lieu à indemnisation.

Celui-ci est applicable à l'ensemble des agents de la collectivité détenant un CET.

Le Syndicat EAU47 pourra donc délibérer dans le courant de l'année 2026 afin de déterminer ce plafond.

Constitution d'une provision pour risques :

Dans le cadre du Compte Épargne-Temps (CET), la constitution d'une provision pour risques est facultative mais vivement conseillée, dès lors qu'un risque financier lié à l'utilisation future des droits acquis par les agents est identifié.

Le montant de cette provision est calculé à partir des jours détenus sur le CET, valorisés en euros selon le barème en vigueur (150 €/jour pour un agent de catégorie A ; 100 € / jour pour un agent de catégorie B ; 83 € / jour pour un agent de catégorie C en 2024. Seuls les jours maintenus sur le CET à la clôture de l'exercice donnent lieu à constitution d'une provision.

Elle doit être ajustée annuellement en fonction du nombre de jours épargnés par les agents et être intégrée au budget primitif en section de fonctionnement.

2.9 MOUVEMENTS INTER-BUDGETS (MIB) 2026

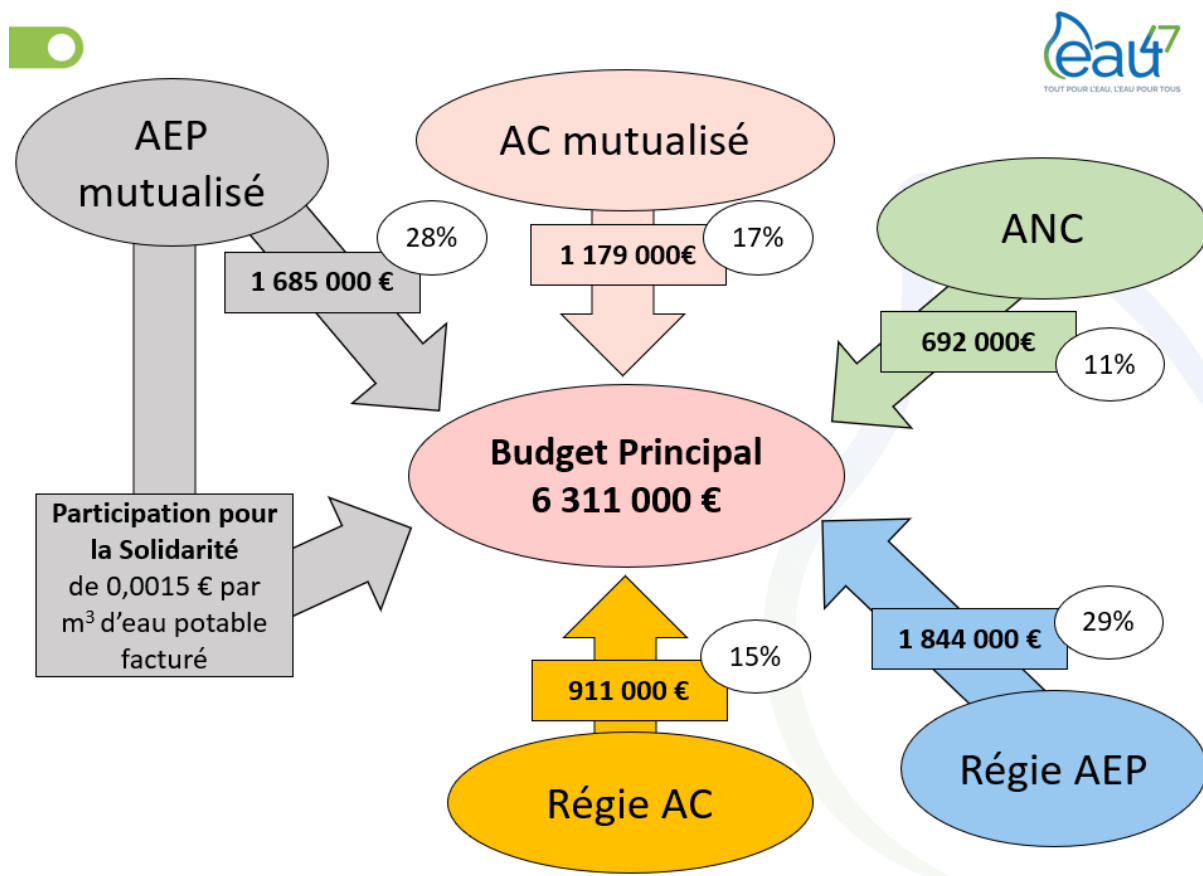
Les Mouvements Inter-Budgets (MIB) sont des flux financiers internes entre le budget principal et les budgets annexes du Syndicat.

Principales recettes du Budget Principal, ils permettent de répartir de manière équitable les charges communes (dépenses de personnel, frais de structure, etc.) entre les différents budgets du Syndicat.

Ils sont calculés via une clé de répartition qui détermine la contribution de chaque budget :

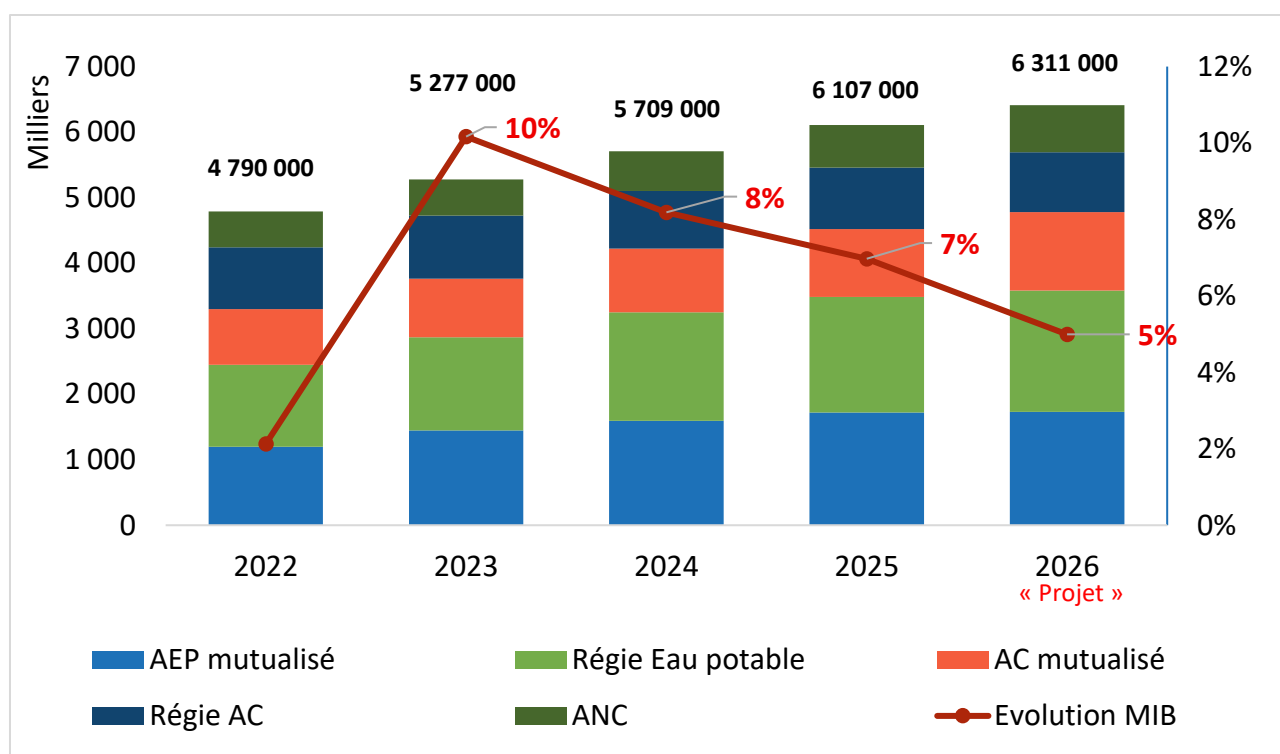
- Pour le chapitre 011 (Charges à caractère général) et 65 (Autres charges de gestion courante) : la répartition se base sur le nombre d'abonnés. Plus un budget annexe a d'abonnés, plus sa contribution aux charges communes est élevée.
- Pour le chapitre 012 (Charges de personnel et frais assimilés) : la clé repose sur le temps de travail des agents affectés à chaque budget. Par exemple, si un agent travaille à 60 % pour le budget annexe Régie Eau et 40 % pour un budget annexe Régie assainissement, ses coûts salariaux seront ventilés selon cette répartition.

Projet de MIB 2026 :



Le graphique ci-dessous illustre les trois éléments suivants des MIB :

1. La répartition par budget (histogrammes) : montre la contribution relative de chaque budget annexe aux MIB, avec des évolutions possibles si un budget annexe gagne ou perd des abonnés ou si sa masse salariale évolue ;
2. L'évolution depuis 2022 des MIB (courbe rouge) : permet d'identifier les tendances (hausse/baisse) ;
3. Projet 2026 : le montant prévisionnel des MIB pour 2026 est calé sur les orientations du ROB, avec :
 - Une évolution maîtrisée des charges de personnel (voir point 2.5) ;
 - Une légère augmentation des frais généraux en grande partie liée aux assurances (hausse de 4,8 % des charges à caractère général par rapport au budget 2025).



Une vigilance permanente sur les MIB est réalisée chaque année lors de l'élaboration des budgets. En effet, une hausse trop forte peut peser sur les budgets annexes, notamment ceux des régies eau et assainissement (part forte de la masse salariale vis-à-vis des dépenses à caractère général).

2.10 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Contexte et enjeux

Les orientations 2026 du budget principal s'inscrivent dans un contexte marqué par :

- Une inflation persistante (énergie, assurances, loyers), qui pèse sur les charges de fonctionnement
- Des résultats financiers solides en 2025, avec un excédent de fonctionnement de 299 663 € et un report d'excédents antérieurs de 983 593 €, offrant une marge de manœuvre pour financer les projets prévus par le Syndicat et en particulier l'évolution nécessaire de la surface des bureaux et salle de réunion des locaux du siège
- Un léger déficit d'investissement (-3 281,40 €), compensé par un report excédentaire de 308 281,88 €, permettant de maintenir une bonne capacité d'autofinancement

Priorités 2026 :

- Maîtriser les coûts tout en continuant à développer nos compétences et nos missions.
- Développer une politique des RH fondée sur la qualité du service, la fidélisation du personnel et l'attractivité de la collectivité
- Renforcer les missions de solidarité internationale et pédagogiques, en lien avec les valeurs du Syndicat
- Moderniser nos outils (communication, numérique, ...) pour continuer à améliorer notre efficacité opérationnelle et l'image du Syndicat
- Poursuite des études pour l'agrandissement des locaux du siège du Syndicat et le lancement du marché de travaux

Orientations budgétaires 2026 du budget principal

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

○ **Charges à caractère général :**

- **Énergie et carburant :** maintien des dépenses malgré la hausse des tarifs, avec une optimisation des consommations (ex : véhicules hybrides/électriques).
- **Assurances :** hausse des cotisations (véhicules, bâtiments, personnel, ...).
- **Locaux :**
 - Augmentation des charges locatives (bureaux du Conseil départemental), justifiée par des besoins croissants en surface
 - Nouveau contrat de nettoyage des locaux du siège (le ménage était réalisé en interne jusqu'à l'année dernière)
- **Communication et outils de sensibilisation :**
 - Renouvellement des projets de communication (Presse, Publications, relations publiques...),
 - Projet « Sensibilisation et économies d'eau ».
- Renouvellement des abonnements
- Renouvellement de la journée sécurité à destination du personnel
- **Solidarité internationale :**
 - Subventions aux associations
 - et appel à projets dans le cadre d'une coopération décentralisée.

- **Accompagnement des élus** : organisation de visites d'ouvrages pour les nouveaux élus, renforçant la compréhension des compétences eau et assainissement ainsi que les enjeux réglementaires et environnementaux.
- **Charges de personnel** : l'évolution des charges de personnel a été développée au point 2.5
- **Provision pour risques** (Compte épargne temps)
- **Frais financiers**
Stabilité des intérêts de la dette.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

- Mouvements Inter-Budgets (MIB).
- Adhésions : 1 €/abonné (SI la Lémance)
- Recettes liées à la solidarité internationale (participations de 0,0015 € par m³ d'eau potable facturé)
- Recettes concernant le reversement du délégataire SAUR pour les actions de sensibilisation et économies d'eau
- Reprise des excédents antérieurs.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

- Refonte du site internet pour améliorer la communication du Syndicat auprès des abonnés
- Réalisation de vidéos pour la mise en image de l'identité visuelle du Syndicat et des métiers d'EAU47
- Recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études pour l'évolution des bâtiments du siège
- Projet d'acquisition ou de création d'un nouveau bâtiment
- Renouvellement et modernisation de matériel de bureau et informatique
- Renouvellement d'un ou deux véhicules des techniciens
- Achat de mobilier : fontaines à eau, jardinières extérieures

RECETTES D'INVESTISSEMENT

- Autofinancement : utilisation de l'excédent d'investissement reporté (305 000 €)
- Emprunt : dédié à l'achat d'un bâtiment ou à l'agrandissement du bâtiment existant

3. BUDGET ANNEXE EAU MUTUALISE

3.1 PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET EAU POTABLE

Le budget Eau Potable Mutualisé concerne principalement les travaux d'investissement menés par le Syndicat et liés à la production et à la distribution d'eau potable.

Ces travaux, dédiés à la modernisation, l'entretien et l'extension des infrastructures et réseaux visent à :

- Garantir la pérennité du patrimoine (réseaux, canalisations, équipements) ;
- Améliorer la performance des infrastructures (rendement des réseaux, sécurité des installations) ;
- Anticiper les besoins futurs via des études et des investissements ciblés.

 **Principaux postes de dépenses :**

Poste de dépense	Détails	Enjeux
Travaux d'infrastructures	Renouvellement/extension des canalisations, création/modernisation des usines, réservoirs et branchements	Maintenir la qualité du service et réduire les pertes en eau
Mouvements Inter-Budgets (MIB)	Remboursement des frais généraux (personnel, siège, assurances, etc.)	Mutualiser et répartir les coûts
Études et recherches	Diagnostics, schémas directeurs, modélisations	Préparer les investissements futurs et répondre aux obligations réglementaires
Acquisitions foncières	Achats de terrains pour protéger les ressources, et pour étendre ou créer de nouvelles infrastructures	Sécuriser l'accès à la ressource et le foncier nécessaire à la réalisation des investissements

Les dépenses sont priorisées selon un programme pluriannuel d'investissements (PPI), aligné notamment sur les enjeux réglementaires, d'approvisionnement en eau et de maîtrise des coûts pour les usagers

 **Principaux modes de financement**

Le budget est équilibré grâce à une diversification des ressources, combinant recettes propres et financements externes :

Sources de financements	Détails	Spécificités
Redevance de Mise à Disposition du Patrimoine (RMDP)	Versée par l'ensemble des exploitants (délégataires et la Régie EAU47) en contrepartie de mise à disposition des infrastructures	Recette relativement stable, indexée sur les volumes d'eau distribués et le nombre d'abonnés (pour certains contrats, une indexation avec une formule de révision est appliquée)
Redevances des délégataires	Reversement de la part collectivité des délégataires (anciens contrats)	Recettes liées aux volumes d'eau facturés
Subventions	Aides, principalement de l'Agence de l'Eau ; en 2025, une aide est obtenue de la région sur une étude	Ciblées sur des projets spécifiques et selon le 12 ^{ème} programme de l'Agence de l'Eau (2025-2030)
Emprunts	Recours à la dette pour les investissements importants (ex. : rénovation d'usines, ...)	Maîtrisé via un suivi de la capacité d'endettement
Autofinancement	Excédents de fonctionnement (dotations aux amortissements, résultats reportés)	Permet de limiter le recours à l'emprunt

3.2 RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€)

** Les données présentées sont de nature provisoire et feront l'objet d'une validation définitive après vérification avec le centre de gestion comptable.*

Le budget 2025 du Syndicat EAU47 se clôture avec un **excédent global de 7,77 M€**, intégrant les reports de l'exercice précédent. Cet excédent reflète une gestion maîtrisée des dépenses et une optimisation des recettes, malgré des investissements significatifs.

Détail de la section de Fonctionnement (en euros)

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	13 485 315	8 134 750,30		5 753 446,29
Recettes	13 485 315	12 138 040,70	1 750 155,89	
Résultats (Recettes – Dépenses) :		4 003 290,40	1 750 155,89	

Détail de la section d'Investissement (en euros)

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	42 991 260	18 034 555,45	388 385,24	2 016 538,71
Recettes	42 991 260	20 439 479,40		
Résultats (Recettes – Dépenses)		2 404 923,95	-388 385,24	

Restes à Réaliser (RAR) 2025 :

Postes	Restes à réaliser 2025
Dépenses	7 696 757
Recettes	1 488 000
	-6 208 757

Analyse des résultats :

Le résultat de clôture de l'exercice 2025 sans reprise des résultats de l'année N-1 s'élève à 6 408 214,35 €

L'excédent de clôture global, avec reprise des résultats (7 769 985,00 €) résulte de :

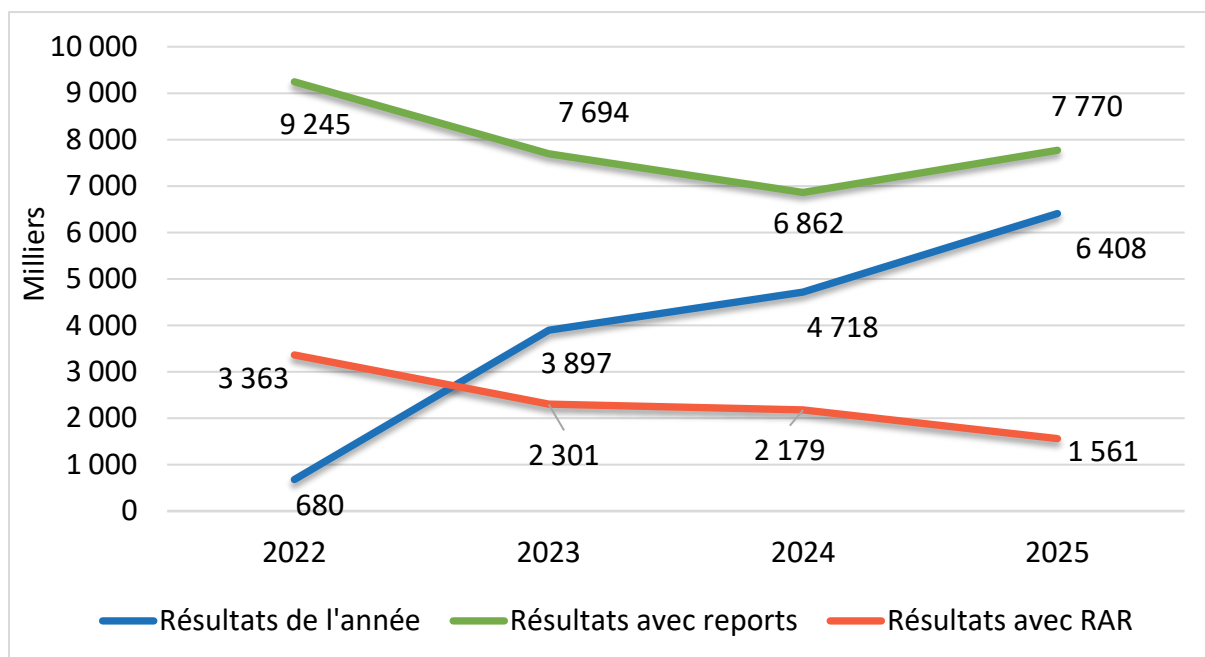
- L'excédent de fonctionnement (4,00 M€ en 2025 + 1,75 M€ reportés)
- L'excédent d'investissement (2,40 M€ en 2025, montant à prendre avec précaution au vu du montant élevé des restes à réaliser)

Cet excédent offre une marge de manœuvre pour :

- Financer des projets prioritaires (renouvellement des réseaux, modernisation,...).
- Constituer une épargne de précaution.

A noter, un montant important de Restes A Réaliser (7,70 M€), lié à la restructuration de la cellule maîtrise d'œuvre et au lancement de nouveaux accords-cadres, qui nécessite de travailler finement le plan pluriannuel d'investissement 2026/2028.

3.3 ÉVOLUTION DES RÉSULTATS : FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT (€)



3.4 STRUCTURE DE LA DETTE

Situation de la dette au 1^{er} janvier 2025

Le portefeuille de dette du budget eau potable mutualisé se compose de **73 emprunts** en début d'année 2025.

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Capital restant dû (CRD) au 01/01/2025 = 33 025 484,96 €
- Annuité 2025 :
 - Montant total : 3 886 068,94 €
 - Dont remboursement en capital : 2 970 496,02 €
 - Dont intérêts : 915 572,92 €

Évolutions en cours d'année :

Nouveaux emprunts contractés : trois nouveaux emprunts ont été réalisés pour un montant global de **9 000 000 €**, auprès de la Banque Postale, du Crédit Mutuel et de la Caisse Française de Financement Local.

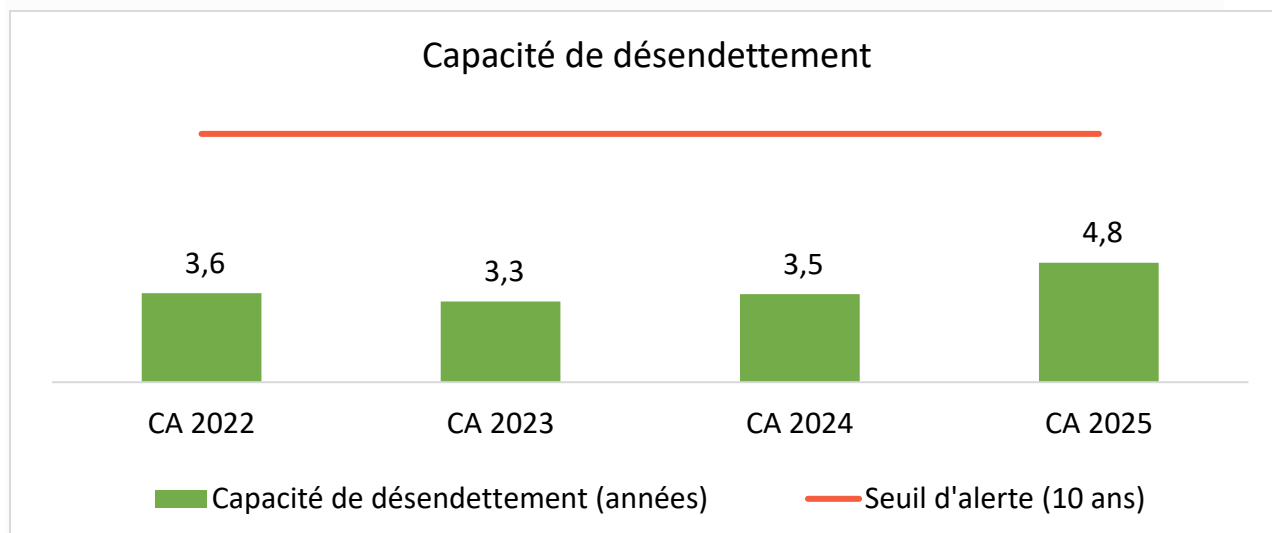
Le refinancement d'un contrat d'emprunt à hauteur de 320 317,21 €, également avec la Caisse Française de Financement Local.

Transfert d'un emprunt avec un Capital restant dû (CRD) de 35 839,31 € suite à la prise de compétence eau potable de la commune de BOUSSES.

Extinction d'emprunt : Deux contrats sont arrivés à échéance.

Indicateur de soutenabilité :

Au 31 décembre 2025, la **capacité de désendettement** du budget eau potable mutualisé s'établit à **4,8 ans**, reflétant une trajectoire en évolution, mais maîtrisée, de la dette.



Évolution prévisionnelle en 2026

Transfert d'un emprunt avec un Capital restant dû (CRD) de 53 424,63 € suite à la prise de compétence eau potable de la commune de DURANCE.

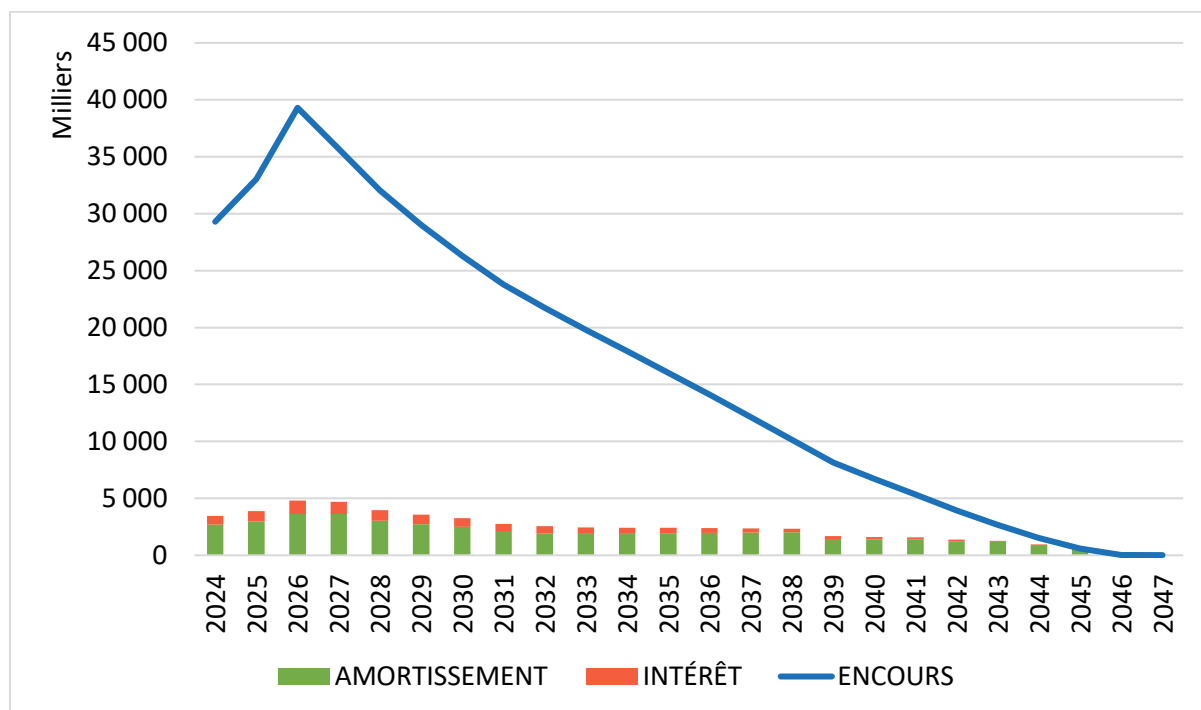
Au 1^{er} janvier 2026, le nombre d'emprunts s'élève à 76

Capital Restant Dû (CRD) au 01/01/2026 = 39 360 922,06 €.

- Annuité 2026 :
 - Montant total : 4 815 774,25 €,
 - Dont remboursement en capital : 3 6278 476,66 €,
 - Dont intérêts : 1 188 297,59 €.

Échéance finale des emprunts en 2047

3.5 ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L'ENCOURS DE LA DETTE (€)



3.6 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Contexte et enjeux

Le budget Eau Potable mutualisé du Syndicat EAU47 s'inscrit dans un contexte marqué par :

- **La poursuite des objectifs stratégiques** : qualité de l'eau, modernisation des infrastructures, amélioration des rendements et adaptation aux tensions sur la ressource (sécheresses, modification du climat, ...).
- **Une réglementation de plus en plus stricte en matière de qualité de l'eau** : surveillance complémentaire de nouveaux paramètres (PFAS, uranium, bisphénol, etc.), exigence de mise en place de traitements complémentaires, exigence de renouvellement plus rapide des réseaux anciens présentant des risques de relargage de Chlorure de Vinyle Monomère (CVM).
- **L'impact de la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau**, positionne le Syndicat comme établissement public compétent, entraînant de nouvelles obligations de recouvrement et de reversement.
- **Un environnement économique contraint** : inflation persistante et augmentation des charges financières liées aux emprunts contractés en 2025.

Orientations budgétaires 2026 – Budget Eau Potable mutualisé

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement du budget Eau Potable mutualisé évoluent sous l'effet de plusieurs facteurs :

- **Charges à caractère général :**
- **Missions d'études et de recherche :** poursuite des analyses pour garantir la qualité de l'eau :
 - Analyses et traitement des pesticides, des CVM (Chlorure de Vinyle Monomère, gaz volatil qui entre dans la composition des canalisations en PVC d'avant 1980) et des PFAS (substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées).
 - Diagnostics de forages, analyses du suivi et études de pression.
- **Maintenance des bornes monétiques** (réalisées dans le cadre des ventes d'eau aux entreprises).
- **Entretien des terrains & infrastructures**
- **Participation au PCRS** (Plan de Corps de Rue Simplifié) mené par TE47 à l'échelle départementale.
- **Réforme des redevances de l'Agence de l'Eau :** le Syndicat devient redevable direct des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable. Le budget mutualisé devra :
 - Recouvrer ces redevances auprès des exploitants (délégués et régie).
 - Les reverser à l'Agence de l'Eau.
 - Le suivi de cette redevance nécessitera une gestion et un suivi rigoureux des flux en dépense et en recette.
- **Contentieux tarifs Rives & Eau :** provision pour paiement des factures en attente
- **Légère diminution des Mouvement Inter Budget (MIB)**
Nouvelle répartition des agents sur les budgets concernés
- **Charges financières :** Augmentation des intérêts liés aux emprunts contractés en 2025.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement présentent une **stabilité relative**, avec des ajustements liés aux réformes et aux redevances des exploitants :

- **Légère augmentation des redevances versées par les exploitants dans le cadre de la RMDP**
- **Maintien du montant des versements de la part collectivité des délégués**
- **Pénalités aux délégués :** application des pénalités pour non-respect des contrats, conformément aux clauses des délégations de service public.
- **Recouvrement des redevances Agence de l'Eau**, issues des versements effectués par les exploitants avant versement à l'Agence.
- **Baisse de l'excédent de fonctionnement reporté**

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Le programme d'investissement 2026 s'articule autour de plusieurs axes :

- **Renouvellement des réseaux :**
 - **Maintien du budget lié au renouvellement des réseaux et branchements non conformes (CVM) :** pérennisation des 3 millions d'€/an en 2026 et sur 2 ans, en réponse aux enjeux sanitaires et réglementaires.
 - **Maintien du taux de renouvellement à 1 %**
 - **Impact de l'inflation :** hausse de l'enveloppe globale de renouvellement,
- **La réalisation d'études :**
 - **Schéma directeur Distribution et PGSSE (Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau) :** études stratégiques pour sécuriser l'alimentation en eau.
 - **Diagnostic d'accès à l'eau :** évaluation des besoins et des vulnérabilités territoriales.
- La poursuite des travaux engagés et la conduite de nouveaux travaux tel que :
 - Remplacement des modules de télétransmission 2G/3G : adaptation aux évolutions technologiques.
 - Renouvellement et amélioration des équipements de protection hydraulique sur les réseaux afin d'assurer leur pérennité : variateurs de vitesse, stabilisateurs de pression...
 - Création de stations d'alerte : sur les usines de Nazareth, Pinel-Hauterive et Pontous.
 - Amélioration des ouvrages : réservoir de Port Sainte Marie, Paulhiac, Cancon..., Forage de Brot.,(...)
 - Création du forage de secours de Villeneuve sur Lot (forage n°2) et reconstruction de celui de Madaillan (St Julien)
 - Déplacement et restructuration des réseaux d'eau potable dans le cadre de la construction de la ligne LGV
 - Clarens / Damazan interconnexion réseau eau potable

Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) est présenté plus précisément et par territoire au chapitre suivant.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Pour financer ces investissements, le Syndicat mobilise plusieurs leviers :

- **Recherche de subventions : Agence de l'Eau Adour-Garonne (EAU GRAND SUD-OUEST) :** Ciblage des appels à projets, priorisation des projets subventionnés, ...
- **Optimisation des emprunts :** Négociation des conditions d'emprunts pour limiter l'impact des taux d'intérêt.

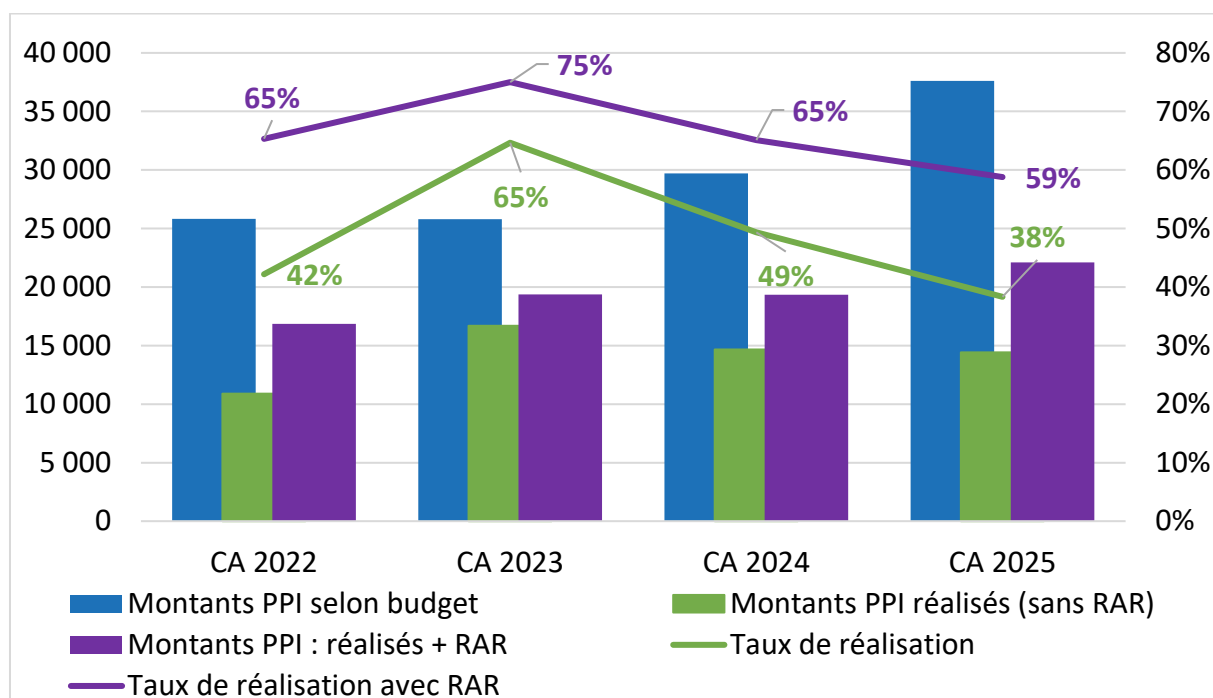
3.7 PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS (PPI) 2026

Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) est une programmation financière qui permet au Syndicat d'anticiper, prioriser et piloter ses dépenses d'investissement sur plusieurs années. Il s'inscrit dans une logique de transparence, de maîtrise des finances publiques et de cohérence avec les orientations politiques du mandat, tout en garantissant la pérennité des services publics rendus aux usagers.

Le programme pluriannuel d'investissement du Syndicat représente généralement entre 25 et 37 M€ HT/an, environ 38 M€ HT sont prévus en 2026.

Le cumul de travaux réalisés sur 4 ans (entre 2022 et 2025) représente la somme de 56,6 M€ HT.

Evolution des PPI et taux de réalisation avec prise en compte des RAR



Les chiffres clés des PPI et leur répartition territoriale

Pour le budget **Eau Potable Mutualisé**, le PPI 2025- 2030 traduit les engagements du Syndicat en matière de :

- **Renouvellement et modernisation des infrastructures** (réseaux, usines de traitement, réservoirs, etc.) ;
- **Adaptation aux enjeux réglementaires et environnementaux** (qualité de l'eau, résilience face au changement climatique) ;
- **Optimisation des coûts** via une planification rigoureuse des dépenses et des financements associés. Chaque projet est adossé à des recettes identifiées (subventions, appels à projets, emprunts) pour garantir l'équilibre financier.

Le tableau ci-dessous présente les projets programmés par secteur géographique pour les années 2024 à 2026 et globalisés pour 2027 et 2028. L'enveloppe globale en hausse (passant de 29,7 M€ en 2024 à 39,1 M€ en 2026), reflète l'ambition du Syndicat en matière d'investissements structurants.

BUDGET EAU POTABLE MUTUALISÉ – Projets et montants PPI en € HT

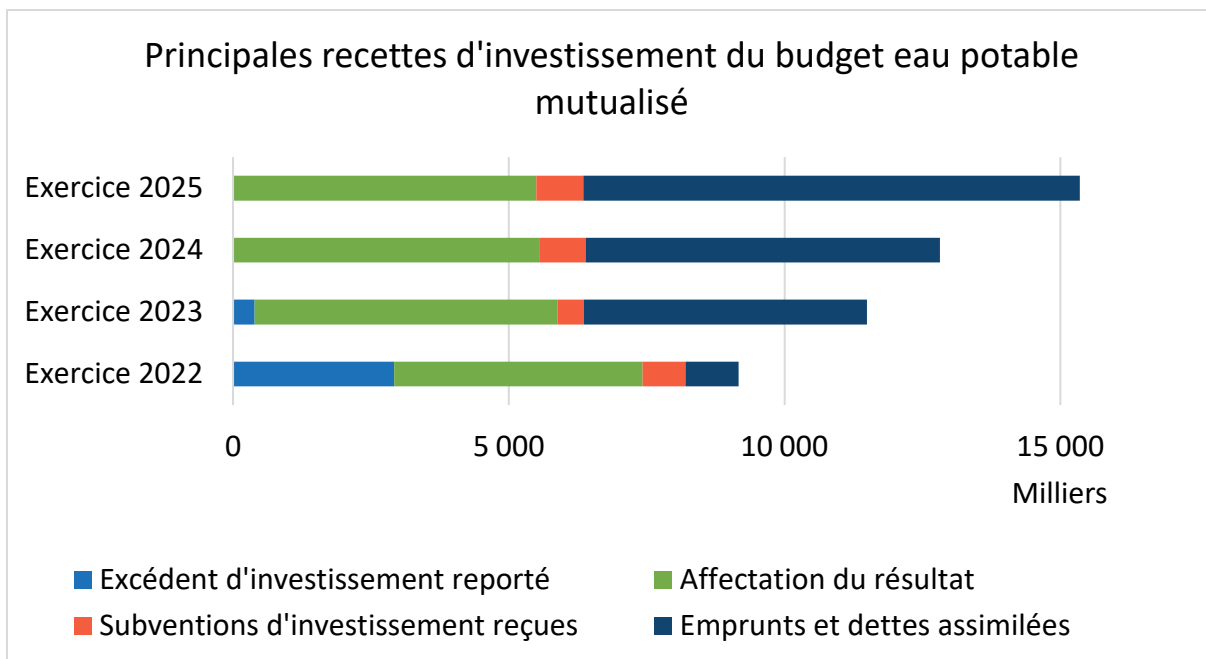
	Budget 2024	Budget 2025	Projet de budget 2026	Prospective 2027	Prospective 2028
EAU47	20 751 983	25 837 723	28 461 740		
ALBRET	1 694 843	1 650 416	1 718 652	35 938 750	35 435 000
BROME	195 535	299 205	246 924		
GARONNE	147 058	447 320	330 788		
LOT AMONT 47	466 617	1 177 815	285 927		
NORD DU LOT	1 141 604	873 901	1 255 076		
NORD DE MARMADE	464 032	998 951	470 367		
PORTE DES LANDES	1 097 635	2 086 501	1 858 236		
SUD DU LOT	2 538 922	2 503 516	2 297 404		
VILLENEUVOIS	1 208 292	1 740 967	2 190 892		
TOTAUX PPI	29 706 522	37 616 315	39 116 006		

La ligne PPI EAU47 comprend l'ensemble des opérations réalisées sur le périmètre EAU47 (Traitement des CVM, renouvellements de réseaux, actions liées au schéma directeur...). Les travaux sont réalisés dans le cadre des marchés à Accords-Cadres et répartis en fonction des besoins de chacun des territoires.

Les restes à réaliser 2025 sont inclus dans les montants des PPI 2026, garantissant une vision exhaustive des engagements.

Détails et évolution des recettes d'investissement de 2022 à 2025

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution des principales recettes d'investissement du budget eau potable sur la période 2022-2025. Ces recettes, essentielles au financement des projets du Syndicat, se répartissent en quatre catégories : l'excédent d'investissement reporté, l'affectation du résultat, les subventions d'investissement reçues et les emprunts.

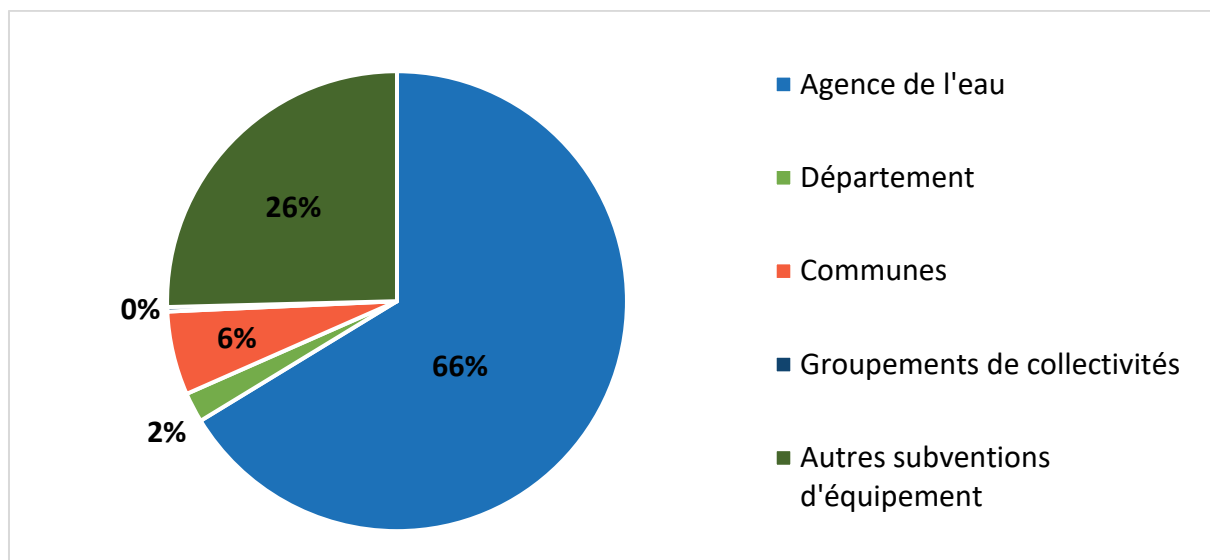


Analyse :

1. **Excédent d'investissement reporté** : l'excédent reporté, significatif en 2022 (près de 2,9 M€), diminue fortement dès 2023 (387,9 k€) pour s'annuler en 2024 et 2025.
2. **Affectation du résultat/Autofinancement** : stable autour de 5,5 M€ à partir de 2023, cette recette constitue un pilier du financement des investissements. Son niveau constant témoigne d'une gestion équilibrée des résultats annuels, permettant de soutenir les projets d'investissement en limitant le recours à l'emprunt.
3. **Subventions d'investissement** : après une baisse en 2023 (476 k€), les subventions connaissent une reprise en 2024 (843 k€) et se stabilisent en 2025 (852 k€). Cette dynamique s'explique par un travail important du Syndicat afin d'obtenir des subventions (notamment auprès de l'Agence de l'eau).
4. **Emprunts et dettes assimilées** : le recours à l'emprunt augmente de manière significative sur la période, passant de 960 k€ en 2022 à 9 M€ en 2025. Cette progression traduit la politique ambitieuse du Syndicat en matière d'investissements (extensions de réseaux, mises aux normes, etc.). Le Syndicat devra veiller à maîtriser l'impact de cette dette sur ses équilibres financiers futurs.

ZOOM sur les subventions d'investissement perçues en 2025

Pour l'exercice 2025, le Syndicat EAU47 a perçu des subventions d'investissement de la part de divers partenaires institutionnels. Les contributions financières de chaque partenaire, sont détaillées ci-dessous :



L'agence de l'eau est le principal financeur, son soutien représente **66 %** du total des subventions perçues.

3.8 GESTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP)

Les autorisations de programme (AP) et Crédits de Paiement (CP) constituent un outil essentiel de gestion budgétaire et de programmation pluriannuelle des investissements.

Elles permettent une meilleure maîtrise des engagements pluriannuels notamment :

Pour les autorisations de paiement (AP) :

- En permettant de fixer une enveloppe globale pour un projet, offrant une lisibilité sur le long terme.
- En déchargeant le budget annuel en étalant la dépense, tout en garantissant que les engagements pris seront honorés.

Pour les crédits de paiement (CP) :

- En limitant les inscriptions budgétaires aux dépenses réellement prévues pour l'exercice.

Il sera donc proposé à l'assemblée de prévoir des autorisations de programme (AP) et des Crédits de Paiement (CP) dès 2026 sur les opérations ci-dessous :

Territoire	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT		
	Libellé	Montant	Prévisions 2026	Prévisions 2027	Prévisions 2028
NORD DE MARMANDE	SAINT PIERRE SUR DROPT - Construction d'une nouvelle bache de reprise	568 000 €	268 000 €	300 000 €	0 €
VILLENEUVOIS	VILLENEUVE - Réhabilitation du château d'eau de Jolibeau	808 000 €	238 000 €	570 000 €	0 €
VILLENEUVOIS	VILLENEUVE - Création du forage de secours n°2	1 040 000 €	740 000 €	300 000 €	0 €
VILLENEUVOIS	VILLENEUVE - Doublement adduction vers rive gauche du Lot	2 120 000 €	620 000 €	500 000 €	1 000 000 €
EAU47	Damazan / Buzet - Interconnexion pour la sécurisation et l'amélioration de la desserte en eau potable	2 930 000 €	810 000 €	810 000 €	1 310 000 €
EAU47	Schéma de distribution	1 800 000 €	500 000 €	700 000 €	600 000 €

4. BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF MUTUALISE

4.1 PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le budget assainissement collectif a pour vocation de financer les investissements essentiels liés à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées sur le territoire

Ces travaux visent à :

- **Moderniser et entretenir les infrastructures** (stations d'épuration, réseaux, postes de relevage).
- **Garantir la conformité réglementaire** des équipements et la qualité du service public.
- **Anticiper les besoins futurs**, notamment via des études techniques et des travaux de renouvellement ou d'extension des ouvrages (réseaux et STEP).

Principaux postes de dépenses :

Postes de dépenses	Détails	Enjeux
Travaux d'infrastructures	Rénovation ou création de stations d'épuration, postes de relevage, renouvellement des canalisations....	Maintenir la qualité du service et garantir la conformité réglementaire
Mouvements Inter-Budgets (MIB)	Remboursement des frais généraux (personnel, siège, assurances, etc.)	Mutualiser et répartir des coûts
Études et recherches	Diagnostics de réseaux, schémas directeurs, ...	Préparer les investissements futurs et répondre aux obligations réglementaires
Acquisitions foncières	Acquisitions nécessaires à l'extension ou la création des infrastructures (emprises, servitudes)	Gérer le foncier et anticiper les besoins actuels et futurs

Les dépenses sont priorisées selon un programme pluriannuel d'investissements (PPI), aligné notamment sur les enjeux réglementaires et de maîtrise des coûts pour les usagers.

Principaux modes de financement

Le budget est équilibré grâce à une **diversification des ressources**, combinant recettes propres et financements externes :

Sources de financements	Détails	Spécificités
Redevance de Mise à Disposition du Patrimoine (RMDP)	Versée par l'ensemble des exploitants (délégataires et la Régie EAU47) en contrepartie de mise à disposition des infrastructures	Recette relativement stable, indexée sur les volumes d'eau assainis et le nombre d'abonnés (pour certains contrats, une indexation avec une formule de révision est appliquée)
Redevances des délégataires	Reversement de la part collectivité des délégataires (anciens contrats)	Recettes liées aux volumes d'eau facturés
La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)	La PFAC (article L.1331-7 du Code de la Santé Publique) correspond à un droit de branchement sur le réseau public de collecte des eaux usées	Le montant est fixé à 1 800 € par unité de logement et d'activité auquel s'ajoute l'application d'un coefficient en fonction du type de construction et d'activités (<i>délibération n° 24_067_C du 12 septembre 2024</i>)
Subventions	Aides, principalement de l'Agence de l'Eau	Ciblées sur des projets spécifiques et selon le programme de l'Agence de l'Eau
Emprunts	Recours à la dette pour les investissements importants (ex. : STEP)	Maîtrisé via un suivi de la capacité d'endettement
Autofinancement	Excédents de fonctionnement (dotations aux amortissements, résultats reportés)	Permet de limiter le recours à l'emprunt

4.2 RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€)

** Les données présentées sont de nature provisoire et feront l'objet d'une validation définitive après vérification avec le centre de gestion comptable.*

Le budget 2025 du Syndicat EAU47 se clôture avec un excédent global de 10,3 M€, intégrant les reports de l'exercice précédent. Cet excédent reflète une maîtrise des dépenses et une bonne exécution des recettes.

 **Détail de la section de Fonctionnement (en euros)**

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	8 378 368	4 278 639,33		4 944 984,01
Recettes	8 378 368	8 322 754,91	900 868,43	
Résultats (Recettes – Dépenses) :		4 044 115,58	900 868,43	

 **Détail de la section d'Investissement (en euros)**

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	22 485 637	9 864 273,72		5 378 229,57
Recettes	22 485 637	8 729 470,01	6 513 033,28	
Résultats (Recettes – Dépenses)		-1 134 803,71	6 513 033,28	

Restes à Réaliser (RAR) 2025 :

Postes	Reste à réaliser 2025
Dépenses	5 253 653
Recettes	2 533 800
	-2 719 853

 **Analyse des résultats :**

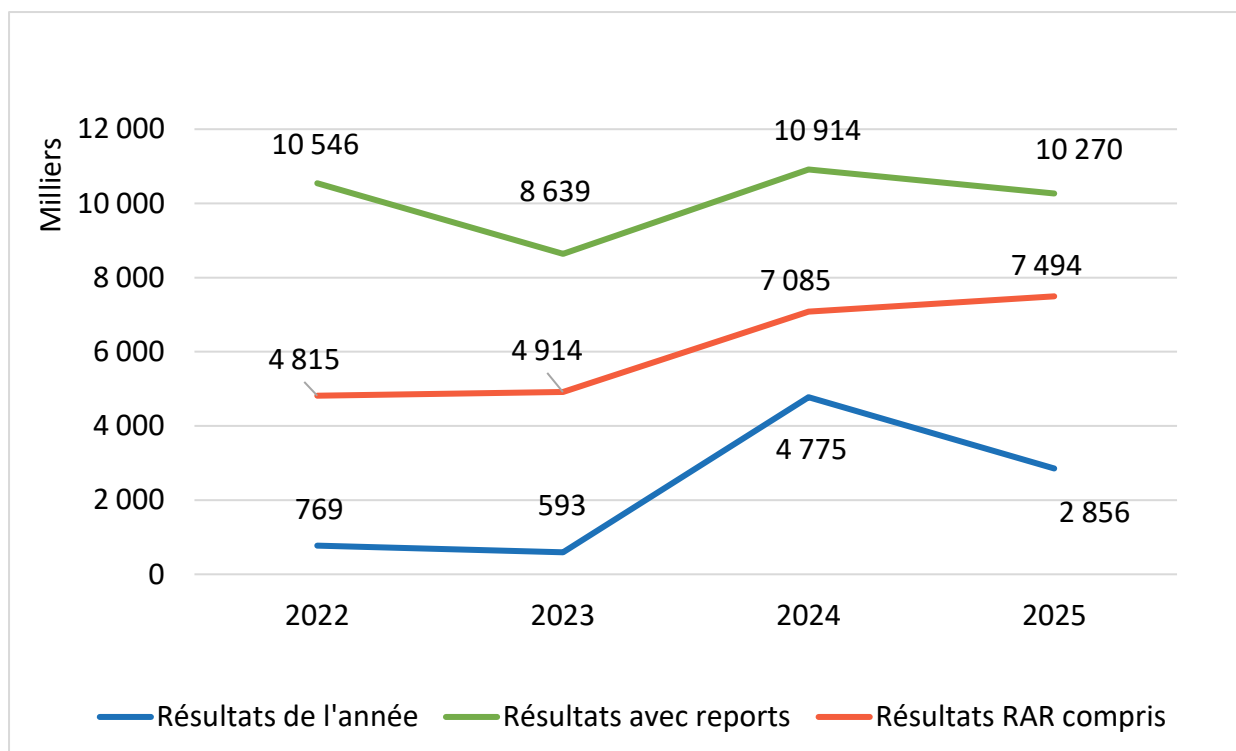
- Le résultat de clôture de l'exercice 2025 sans reprise des résultats de l'année N-1 s'élève à 2 909 311,87 €
- L'excédent de clôture global, avec reprise des résultats 10 323 213,58 € résulte de :
 - L'excédent de fonctionnement (4,0 M€ en 2025 + 0,9 M€ reportés).
 - Un déficit de 1,13 M€ en clôture d'investissement 2025, compensé par les résultats reportés de N-1 (6,5 M€).

Comme pour le budget Eau Potable Mutualisé, cet excédent offre une marge de manœuvre pour :

- Financer les nombreux projets prioritaires (Mise aux normes des STEP, ...).
- Constituer une épargne de précaution pour les années et programmes à venir.

Le montant des Restes A Réaliser (5,25 M€), sera pris en compte lors de l'élaboration du plan pluriannuel d'investissement 2026.

4.3 ÉVOLUTION DES RÉSULTATS : FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT (€)



4.4 STRUCTURE DE LA DETTE

Situation de la dette au 1^{er} janvier 2025

Le budget assainissement collectif mutualisé présente une dette structurée autour de **88 emprunts**.

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Capital restant dû (CRD) au 01/01/2025 : **26 622 376,02 €**
- Annuité 2025 :
 - Montant total : 2 684 640,17 €,
 - Dont remboursement en capital : 2 162 706,87 €,
 - Dont intérêts : 521 933,30 €.

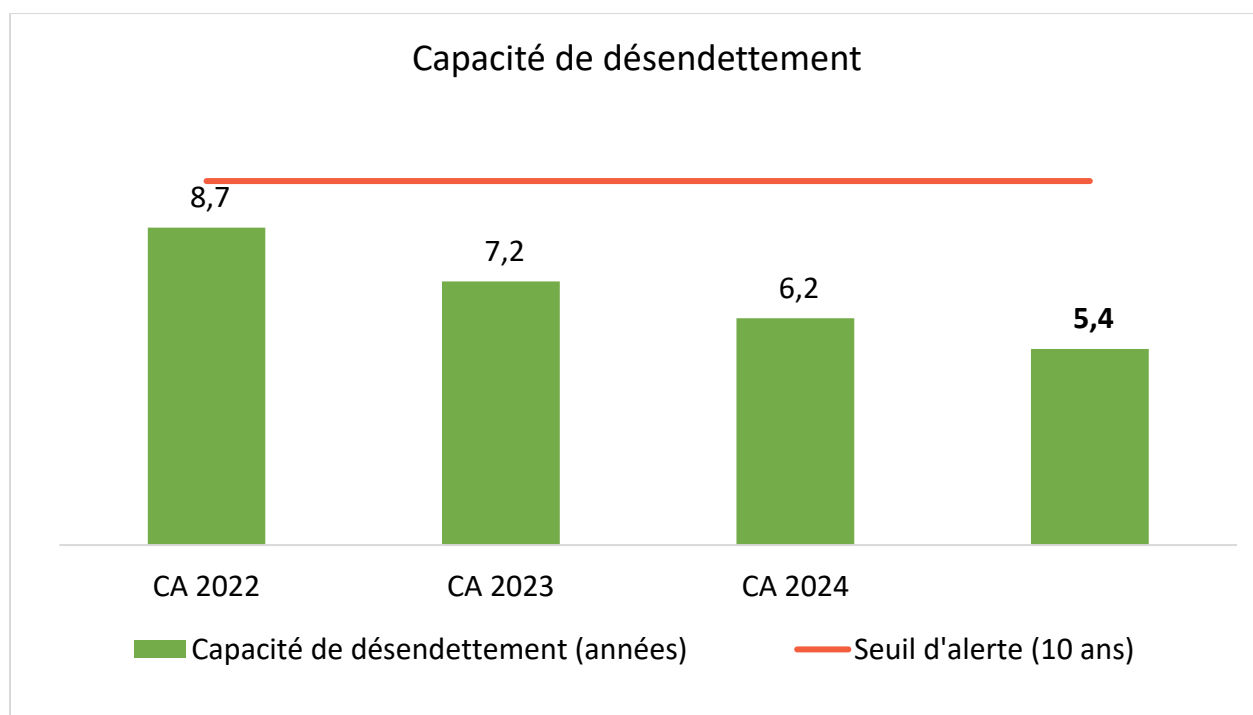
Évolution en cours d'année :

Nouvel emprunt : Un emprunt de **800 000 €** a été contracté en 2025 pour financer des investissements structurants.

Emprunts échus : 16 emprunts ont été remboursés en totalité, réduisant mécaniquement le nombre de lignes de dette.

Indicateur de soutenabilité :

La **capacité de désendettement** au 31 décembre 2025 est estimée à **5,4 ans**, un ratio qui reflète une gestion maîtrisée au regard de la durée de vie des infrastructures d'assainissement.



Évolution prévisionnelle en 2026

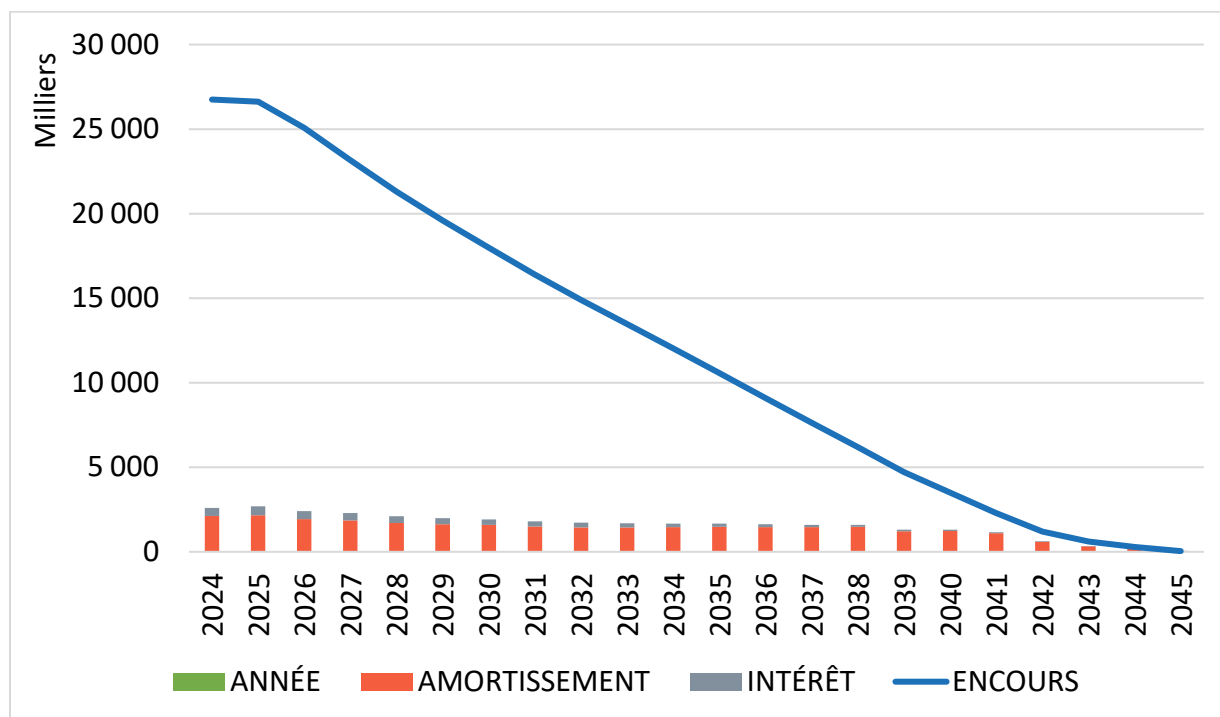
Au **1^{er} janvier 2026**, le nombre d'emprunts actifs passe à **73**

Capital restant dû au 01/01/2026 : **25 077 087,66 €**.

- Annuité 2026 :
 - Montant total : 2 406 168,21 €,
 - Dont remboursement en capital : 1 921 372,93 €,
 - Dont intérêts : 484 765,28€.

Échéance finale des emprunts en 2045.

4.5 ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L'ENCOURS DE LA DETTE (€)



4.6 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Contexte et enjeux

Comme pour le budget Eau Potable mutualisé, le budget assainissement collectif s'inscrit dans un contexte marqué par :

- **La poursuite des objectifs stratégiques** : modernisation des infrastructures,
- **Des obligations réglementaires et une législation « assainissement » de plus en plus exigeantes pour la protection de l'environnement** (mises en demeure de l'État et l'Europe,...). Les mises aux normes de nos installations et, plus globalement, de nos systèmes d'assainissement nécessitent des investissements importants sur les stations et sur les réseaux (deux systèmes d'assainissement concernés par un contentieux européen : Sainte Livrade dont les résultats 2025 sont pour la première fois conformes à la réglementation et Condezaygues, pour lequel l'État français a été condamné par la cours de justice Européenne avec un risque fort d'actions récursoires pour EAU47 : pénalités et astreintes). Ces deux systèmes d'assainissement nécessitent à eux seuls de maintenir de gros investissements sur l'assainissement.
- **L'impact des réformes réglementaires** : la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau, positionne le Syndicat comme établissement public compétent, entraînant de nouvelles obligations de recouvrement et de reversement.
- **Un environnement économique contraint** : inflation persistante,...

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

- **Charges à caractère général :**
- **Renforcement des études et des missions de contrôle et d'autosurveillance :**
 - Réalisation d'**études milieu** (suivi des débits, bilans 24h, diagnostics permanents).
 - **Marché de Validations Périodiques d'Autosurveillance (VPA)** pour garantir la conformité des ouvrages.
- **Entretien des terrains & infrastructures**
- **Réforme des redevances de l'Agence de l'Eau :** Le Syndicat devient redevable direct des redevances pour la performance des systèmes d'assainissement collectif. Le budget mutualisé devra :
 - Recouvrer ces redevances auprès des exploitants (délégués et régie).
 - Les reverser à l'Agence de l'Eau.
 - Le suivi de cette redevance nécessitera une gestion et un suivi rigoureux des flux en dépense et en recette.
- **Gestion de litiges**
 - **Augmentation des Mouvement Inter Budget (MIB)**
- Nouvelle répartition des agents sur les budgets concernés
- Un technicien supplémentaire pour les contrôles de conformité et mise aux normes des assainissements des particuliers (obligatoire pour l'obtention des subventions de l'Agence de l'eau pour certains investissements)
 - **Maîtrise des charges financières,** avec comme objectif de maintenir une capacité de désendettement inférieure à 10 ans, malgré le recours à l'emprunt pour financer les travaux, notamment ceux relevant d'obligations réglementaires.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement présentent, comme pour l'eau potable, une **stabilité relative**, avec des ajustements liés aux réformes et aux redevances des exploitants :

- **Légère augmentation des redevances versés par les exploitants dans le cadre de la RMDP**
- **Stabilité des reversements de la part collectivité des délégués**
- **Recettes liées aux raccordements :** Facturation des Participations pour Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) en fonction des nouveaux branchements réalisés.
- **Facturation de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) en fonction des raccordements réalisés**
- **Recouvrement des redevances Agence de l'Eau,** issues du recouvrement auprès des exploitants avant reversement à l'Agence.
- **Stabilité des excédents de fonctionnement reportés**

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Le programme d'investissement 2026 s'articule autour de plusieurs axes :

- 1. Réhabilitation des ouvrages et réseaux sous contraintes réglementaires :**
 - Condamnations de la Cour de Justice Européenne : travaux sur les stations d'épuration (STEP) de Sainte-Livrade et Condezaygues
 - Mises en demeure de l'État : études et travaux sur les réseaux et STEP de Nérac, Lavardac, Casteljaloux, Tombeboeuf, Lafitte-sur-Lot, Montpouillan, etc.
- 2. Renouvellement des infrastructures vieillissantes :**
 - Études de renouvellement de la STEP et des réseaux d'Aiguillon.
 - Diagnostics et réhabilitation des réseaux dans le cadre des schémas directeurs.
- 3. Adaptation aux enjeux climatiques :**
 - Étude des potentiels usages pour la réutilisation des eaux non conventionnelles (réutilisation des eaux traitées pour l'irrigation, l'industrie, etc. , réutilisation des eaux de gravières, ...).

Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) est présenté plus précisément et par territoire au chapitre suivant.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Pour financer ces investissements, le Syndicat mobilise plusieurs leviers :

- **Recherche de subventions : Agence de l'Eau Adour-Garonne (EAU GRAND SUD-OUEST)**, Région Nouvelle Aquitaine, ... : ciblage des appels à projets, priorisation des projets subventionnés, ...
- **Optimisation des emprunts** : négociation des conditions d'emprunt pour limiter l'impact des taux d'intérêt.

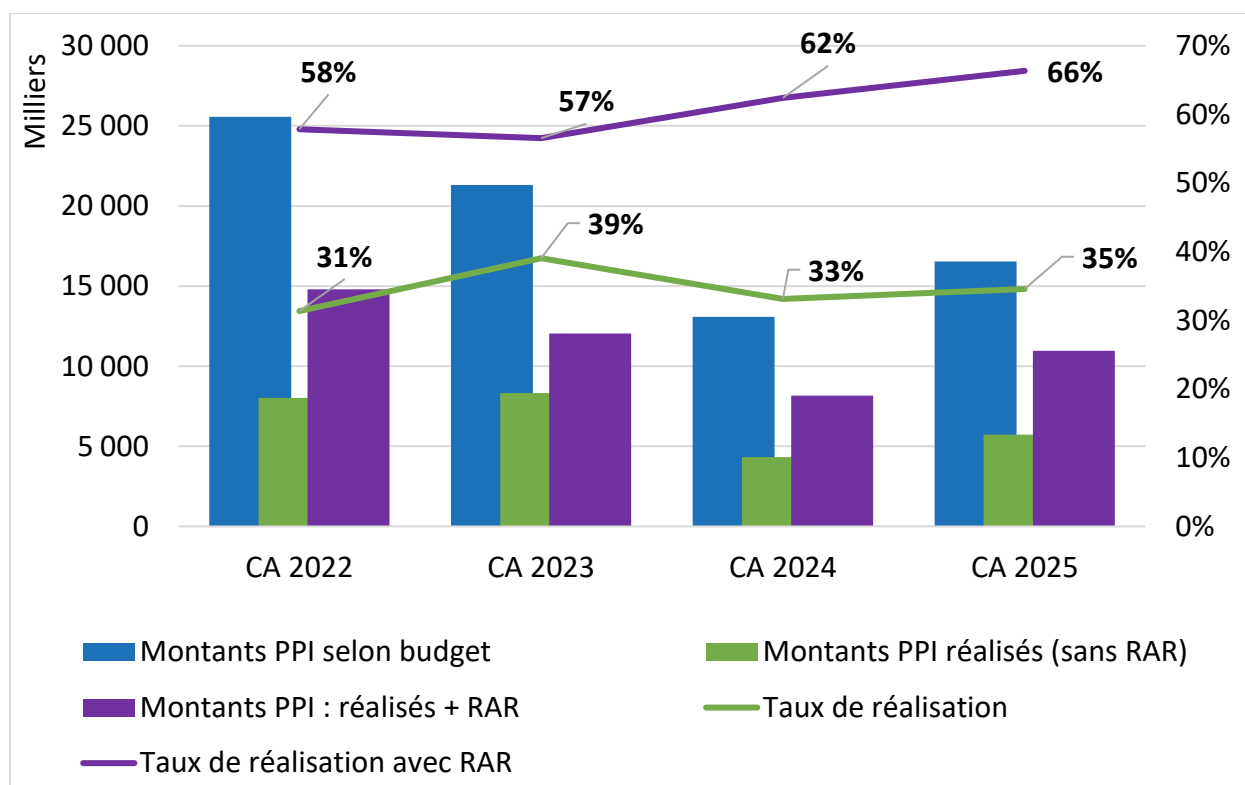
4.7 PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS (PPI) 2026

Comme pour le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) du budget Eau Potable Mutualisé, le PPI du budget Assainissement Collectif mutualisé est un outil de pilotage financier et opérationnel qui permet au Syndicat EAU47 de planifier, prioriser et financer ses projets d'investissement sur plusieurs années.

Le programme pluriannuel d'investissements représente généralement entre 13 et 25 M€ HT/an, 18,3 M€ HT sont prévus en 2026. Cette hausse des PPI est liée à des contraintes réglementaires renforcées indiquées ci-dessus.

Le cumul de travaux réalisés entre 2022 et 2025 (sur 4 ans) représente la somme de 26,4 M€ HT.

Evolution des PPI et taux de réalisation avec prise en compte des RAR



Les chiffres clés des PPI et leur répartition territoriale

Pour le budget Assainissement Collectif Mutualisé, comme pour le budget Eau Potable Mutualisé, le PPI 2026-2028 traduit les engagements du Syndicat en matière de :

- **Renouvellement et modernisation des infrastructures** (réseaux, STEP,...) ;
- **Adaptation aux enjeux réglementaires et environnementaux** (Respect des normes de rejet au milieu naturel, gestion des temps de pluies, réutilisation des eaux usées, ...) ;
- **Optimisation des coûts** via une planification rigoureuse des dépenses et des financements associés (chaque projet est adossé à des recettes identifiées (subventions, appels à projets, emprunts) pour garantir l'équilibre financier.

Le tableau suivant présente les projets programmés par secteur géographique pour les années 2024 à 2028, avec une enveloppe globale en hausse (passant de 13 M€ en 2024 à 18,3 M€ en 2026), reflétant l'ambition du Syndicat en matière d'investissements structurants.

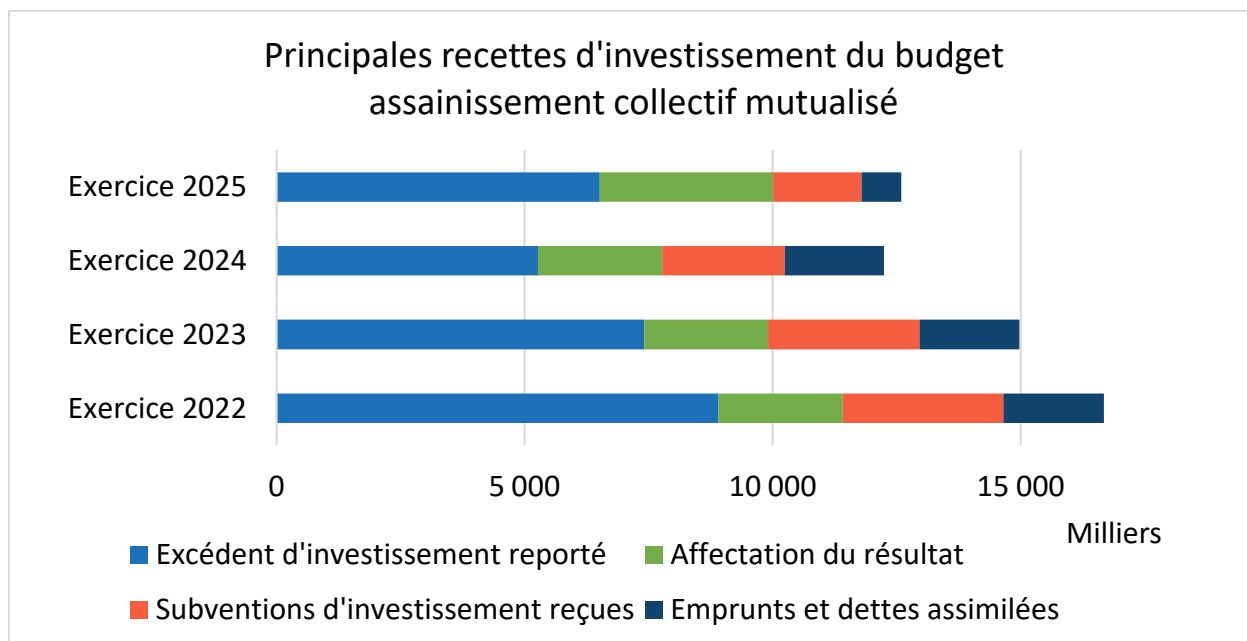
BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF MUTUALISÉ – Projets et montants PPI en € HT

	Budget 2024	Budget 2025	Projet de budget 2026	Prospective 2027	Prospective 2028
EAU47	3 601 614	6 635 715	6 542 467	18 953 200	18 104 600
ALBRET	648 437	1 338 825	1 169 171		
BROME	377 171	386 233	409 766		
GARONNE	363 054	550 108	379 760		
LOT AMONT 47	1 549 504	794 204	2 040 541		
NORD DU LOT	2 623 252	1 750 633	1 500 578		
NORD DE MARMANDE	495 028	263 048	212 294		
PORTE DES LANDES	1 443 939	3 379 444	2 682 518		
SUD DU LOT	1 974 677	1 436 427	3 323 536		
VILLENEUVOIS	Compétence non transférée				
TOTAUX PPI	13 076 676	16 534 637	18 260 630		

Les restes à réaliser (RAR) sont inclus dans les montants des PPI 2026, garantissant une vision exhaustive des engagements.

Détails et évolution des recettes d'investissement de 2022 à 2025

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution des principales recettes d'investissement du budget Assainissement Collectif sur la période 2022-2025. Ces recettes, détaillées dans le tableau ci-dessous, reflètent une stratégie de mobilisation de ressources diversifiées pour assurer la réalisation des projets d'infrastructure et le maintien des équipements existants.

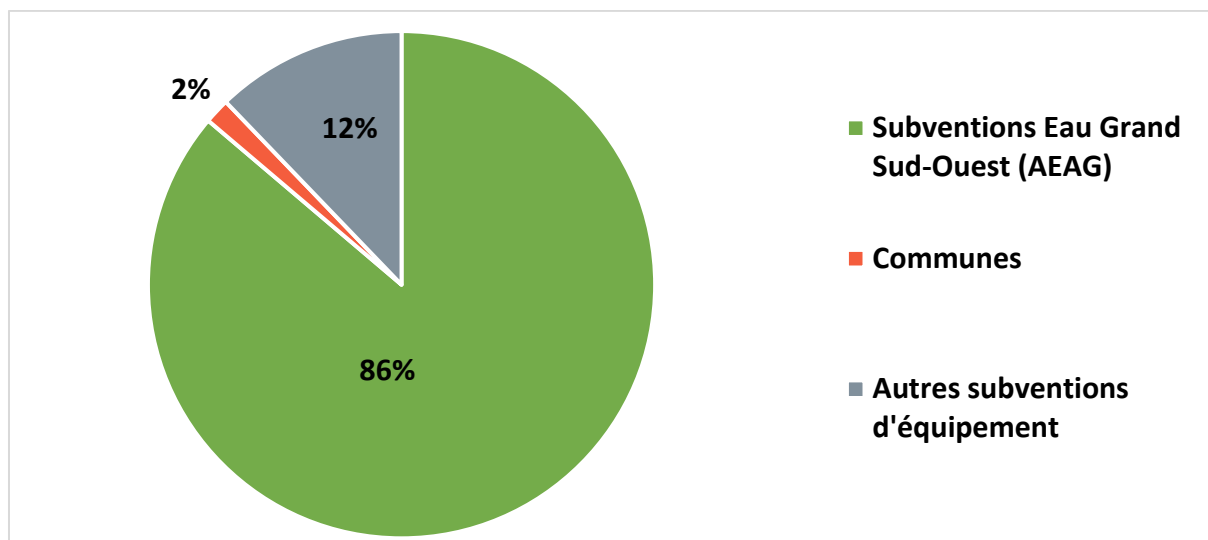


Analyse :

- Excédent d'investissement reporté** : cette ressource, qui constitue la principale source de financement sur la période, connaît une diminution progressive entre 2022 et 2024 (passant de 8,9 M€ à 5,3 M€), avant une légère remontée en 2025 (6,5 M€).
- Affectation du résultat** : stable à 2,5 M€ entre 2022 et 2024, cette recette connaît une augmentation significative en 2025 (+1 M€). Son montant et son évolution reflète la gestion équilibrée du Syndicat, ainsi que la volonté de renforcer les capacités d'investissement au vu des projets d'investissement à venir.
- Subventions d'investissement** : les montants perçus diminuent régulièrement sur la période, passant de 3,2 M€ en 2022 à 1,8 M€ en 2025. Cette baisse peut s'expliquer par un engagement de moins en moins important de notre principal partenaire l'Agence de l'eau. Le 12^{ème} programme (2025/2030) est plus tourné sur la gestion des milieux aquatiques et de la sobriété hydrique au détriment de l'assainissement.
- Emprunts et dettes assimilées** : après une relative stabilité entre 2022 et 2024 (autour de 2 M€), le recours à l'emprunt diminue en 2025. Cette réduction traduit une volonté de désendettement du budget afin d'anticiper les grands investissements prévus dans la prospective.

ZOOM sur les subventions d'investissement perçues en 2025

Pour l'exercice 2025, le Syndicat EAU47 a perçu des subventions d'investissement de la part de divers partenaires institutionnels. Les contributions financières de chaque partenaire, sont détaillées ci-dessous :



L'agence de l'eau est le principal financeur, son soutien représente **86 %** du total des subventions perçues.

4.8 GESTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP)

Il sera proposé aux élus de prévoir des autorisations de programme (AP) et des Crédits de Paiement (CP) dès 2026 sur les opérations ci-dessous :

Territoire	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT			
	Libellé	Montant	Prévisions 2026	Prévisions 2027	Prévisions 2028	Prévisions 2029
ALBRET	LAVARDAC - Station d'épuration - Renouvellement de l'ouvrage (2700 EH)	3 300 000 €	70 000,00 €	20 000,00 €	2 010 000,00 €	1 200 000,00 €
LOT AMONT 47	CONDEZAYGUES - Réhabilitation de la STEP	8 720 000 €	100 000,00 €	1 060 000,00 €	3 020 000,00 €	4 540 000,00 €
PORTE DES LANDES	CASTELJALOUX - Secteur Lyrac (Les Fondeurs) - Renouvellement réseaux	2 030 000 €	10 000,00 €	1 510 000,00 €	510 000,00 €	0,00 €
PORTE DES LANDES	CASTELJALOUX - Secteur Lyrac (Les Hountines) - Renouvellement réseaux	530 000 €	320 000,00 €	210 000,00 €	0,00 €	0,00 €
SUD DU LOT	LAFITTE SUR LOT - Renouvellement station d'épuration	915 000 €	510 000,00 €	405 000,00 €	0,00 €	0,00 €
SUD DU LOT	AIGUILLON - Renouvellement STEP et modification des réseaux de transfert des effluents	5 837 200 €	2 137 200,00 €	3 700 000,00 €	0,00 €	0,00 €
PORTE DES LANDES	DAMAZAN - Extension de la STEP ZAE2 y compris transfert des effluents	5 500 000 €	250 000,00 €	1 220 000,00 €	4 030 000,00 €	0,00 €

5. BUDGET ANNEXE REGIE EAU

5.1 PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET REGIE EAU

Ce budget couvre l'ensemble des opérations de production, traitement et distribution d'eau potable pour les territoires gérés en régie directe par le Syndicat EAU47.

- **Activités principales :**
 - Production et potabilisation de l'eau (captages, usines de traitement).
 - Distribution (réseaux, maintenance, ...).
 - Gestion administrative et technique des abonnés (facturation, relève des compteurs, etc.).
- **Territoires concernés :** zones non déléguées à des opérateurs privés, notamment les secteurs de la Porte des Landes et de l'Albret.

Principaux postes de dépenses :

Postes de dépenses	Détails
Charges à caractère général	Frais liés à l'exploitation du service, à l'entretien des réseaux, aux produits de traitement, au renouvellement des compteurs, à la lutte contre les fuites, ...
RMDP (Redevance de Mise à Disposition du Patrimoine)	Sommes versées à la collectivité, qui constituent une contrepartie à la mise à disposition des infrastructures.
MIB (Mouvements Inter-Budgets)	Remboursement des frais de personnel et frais généraux (siège, assurances, communication, ...) au budget principal
Redevances Agence de l'Eau	Redevance pour la performance des réseaux d'eau potable, redevance pour le prélèvement sur la ressource en eau et la redevance sur la consommation eau potable
Charges financières	Remboursement des emprunts contractés pour les investissements (bâtiments et véhicules)
Dépenses d'investissement	Matériel spécifique d'exploitation, véhicules, bâtiments, matériel de bureau et informatique ...

Principaux modes de financement

Le budget est autonome et doit dégager une capacité d'autofinancement suffisante pour :

- Couvrir les dépenses courantes
- Assurer le remboursement de la dette (emprunts dédiés aux investissements)
- Financer les frais d'exploitation et de personnel

Sources des recettes	Détails
Vente d'eau aux abonnés	Facturation des consommations (abonnement et tarif au m ³) et redevances de l'Agence de l'Eau
Participations aux travaux (branchements et travaux divers)	Prix fixé par délibération du Comité
Emprunts	Financement des investissements importants (ex. : bâtiments, véhicules)

5.2 RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€)

** Les données présentées sont de nature provisoire et feront l'objet d'une validation définitive après vérification avec le centre de gestion comptable.*

Le budget de la régie Eau Potable pour l'exercice 2025 se solde par un **excédent global de 1,68 M€**, intégrant la reprise des résultats antérieurs. Cet excédent reflète une gestion maîtrisée des dépenses et un travail important de suivi et perception des recettes.

Détail de la section de Fonctionnement (en euros)

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	7 882 221	6 780 813,27		1 554 551,93
Recettes	7 882 221	6 937 143,26	1 398 221,94	
Résultats (Recettes – Dépenses) :		156 329,99	1 398 221,94	

Détail de la section d'Investissement (en euros)

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	638 539	321 581,73		122 594,91
Recettes	638 539	225 857,94	218 318,70	
Résultats (Recettes – Dépenses)		-95 723,79	218 318,70	

Restes à Réaliser (RAR) 2025 :

Postes	Reste à réaliser 2025
Dépenses	83 819
Recettes	0
	-83 819

Analyse des résultats :

- Section de fonctionnement : Excédent de 156 329,99 € en 2025, augmenté d'un report de 1 398 221,94 € de N-1.
- Section d'investissement : Déficit de 95 723,79 € en 2025, compensé par un report de 218 318,70 € de N-1.
- Reste à réaliser importants d'un montant de 83 819 € à reporter sur 2026.

Excédent global et perspectives

- **Sans reprise des résultats N-1** : Excédent de **60 606,20 €** (différence entre l'excédent de fonctionnement et le déficit d'investissement).
- **Avec reprise des résultats N-1** : Excédent consolidé de **1 677 146,84 €**, grâce aux reports antérieurs.

Pour assurer un niveau d'investissement satisfaisant lié à l'exploitation des ouvrages, il sera nécessaire que le budget de la Régie Eau maintienne, dans les prochaines années, un résultat de fonctionnement au moins aussi important que cette année.

5.3 STRUCTURE DE LA DETTE

Situation au 1^{er} janvier 2025

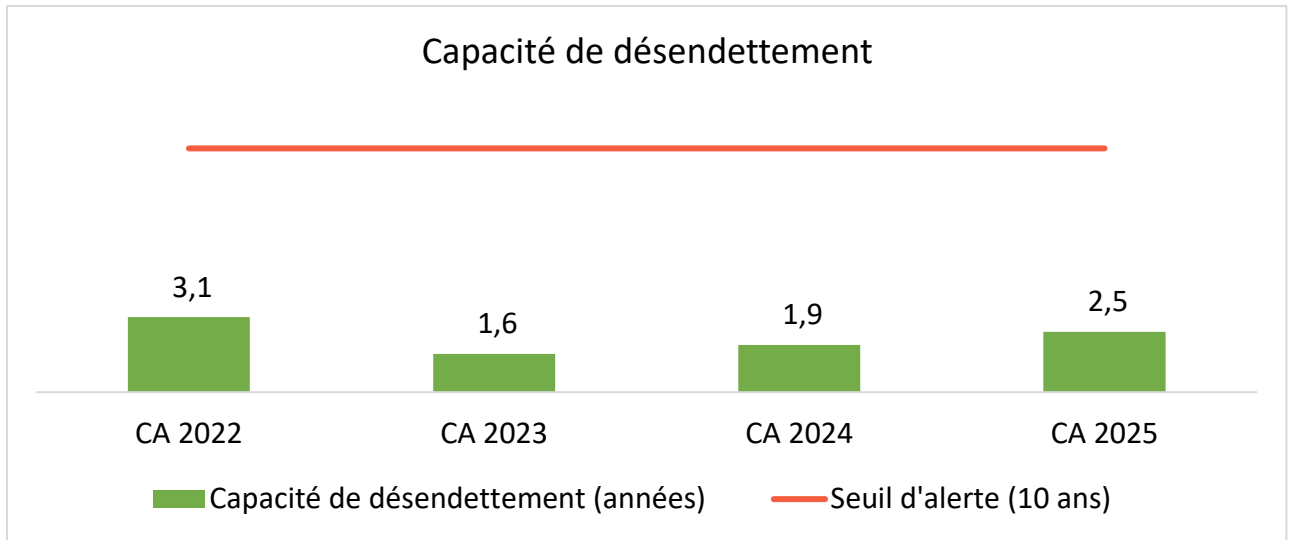
Le budget annexe de la régie eau potable du Syndicat EAU47 repose sur **7 emprunts** en cours au 1^{er} janvier 2025.

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Capital restant dû (CRD) : **937 328,46 €**
- Annuité 2025 :
 - Montant total : 123 792,53 €,
 - Dont remboursement en capital : 113 329,11 €,
 - Dont intérêts : 10 463,42 €.
- **Aucun nouvel emprunt** n'a été réalisé pendant l'exercice 2025.

Indicateur de soutenabilité :

Au 31 décembre 2025, la **capacité désendettement** du budget régie eau potable s'établit à **2,5 ans**, ce qui témoigne d'une situation financière saine pour le service.



Évolution prévisionnelle en 2026

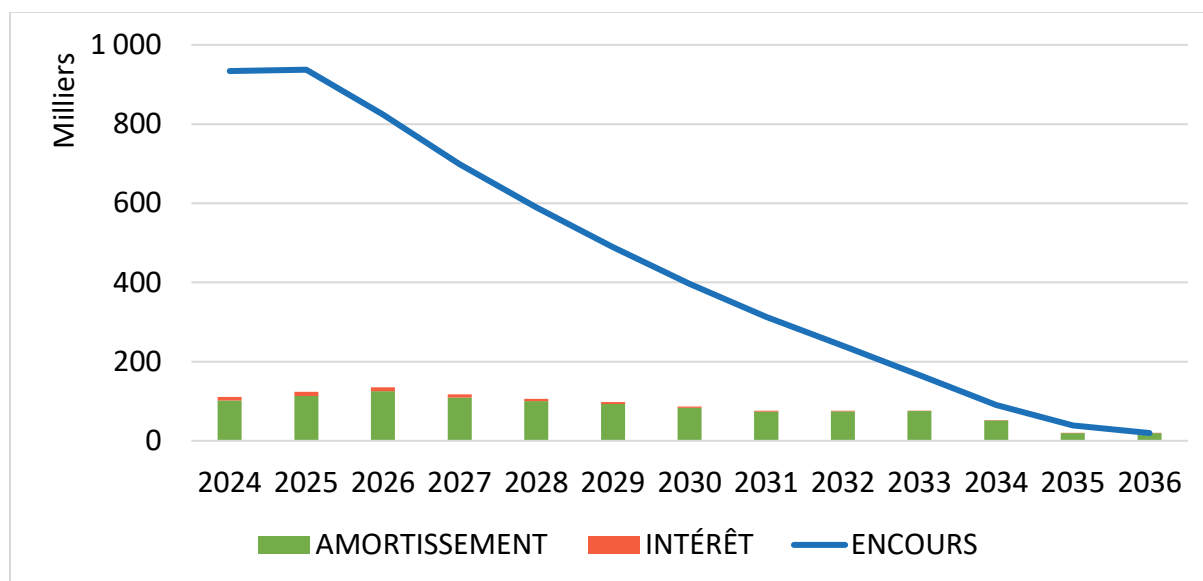
Au 1^{er} janvier 2026, la structure de la dette restera inchangée avec **7 emprunts** en cours,

Capital Restant Dû (CRD) au 01/01/2026 = **823 999,35 €**.

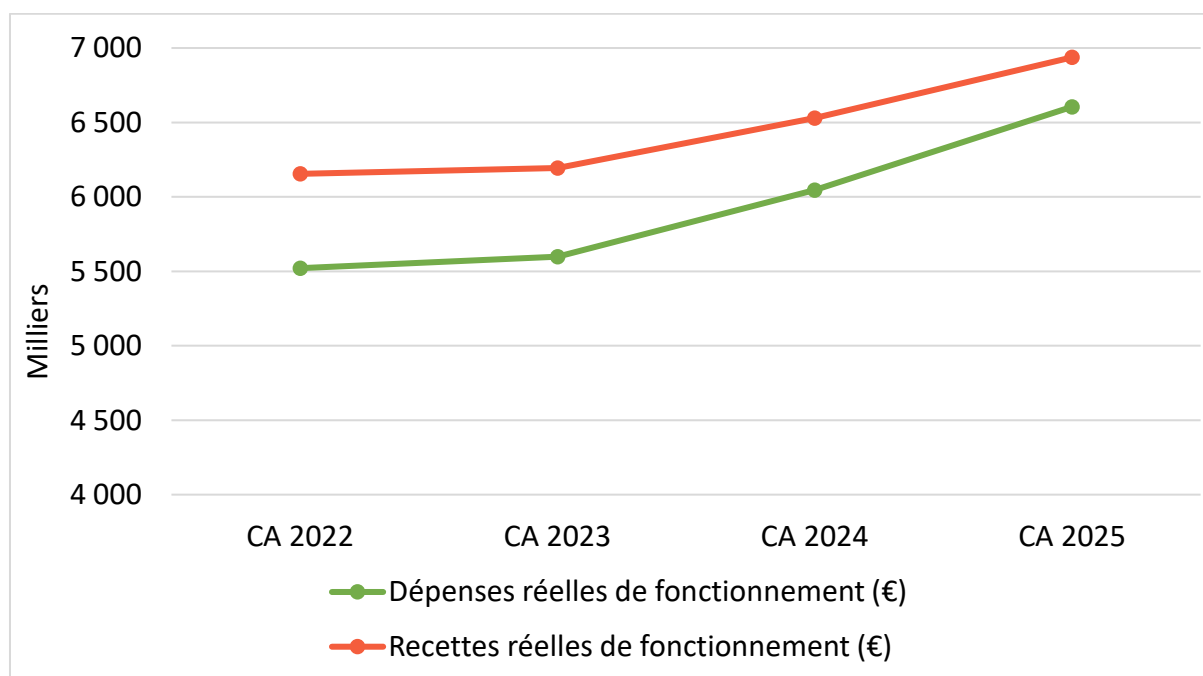
- Annuité 2026 :
 - Montant total : 135 128,51 €,
 - Dont remboursement en capital : 125 110,49 €,
 - Dont intérêts : 10 018,12 €.

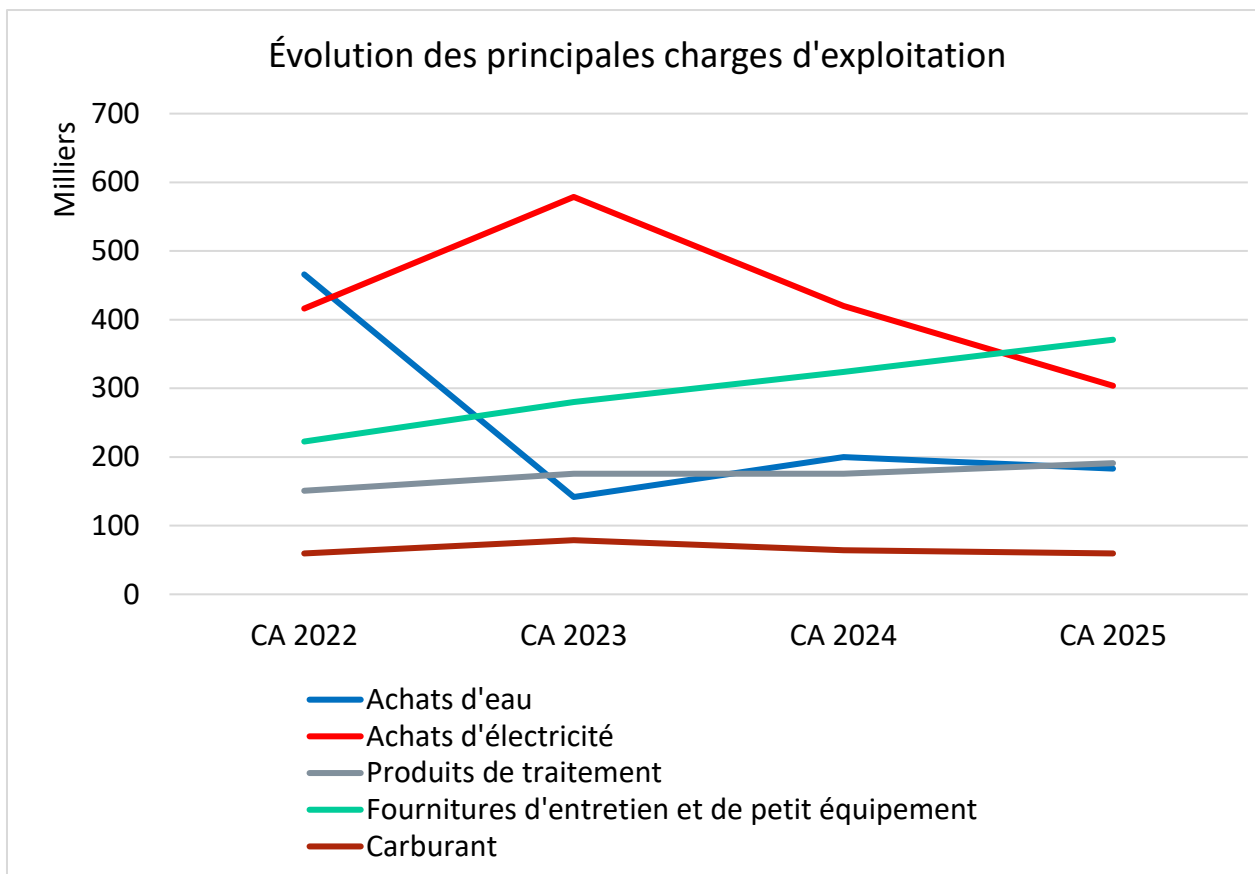
La dernière échéance des emprunts actuels est fixée à 2036.

5.4 ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L'ENCOURS DE LA DETTE (€)



5.5 ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT





5.6 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Contexte et enjeux

Le budget annexe de la régie eau potable s'inscrit dans un environnement marqué par des tensions inflationnistes persistantes, des réformes réglementaires et des objectifs de modernisation du service.

Les orientations présentées ci-dessous visent à concilier **équilibre financier**, **qualité du service public** et **transition écologique**, tout en garantissant une **trajectoire tarifaire maîtrisée** pour les usagers.

Orientations budgétaires 2026 – Budget Régie Eau Potable

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses sont très sensibles à l'inflation (énergie, matières premières) et aux obligations réglementaires (redevances Agences de l'Eau, normes sur la qualité de l'eau, ...).

- **Charges à caractère général :**
- **Prévision d'une augmentation des charges d'électricité de l'ordre de 40 %** suite aux modifications des tarifs du marché Electricité-Gaz 2026/2028 (groupement d'achat d'énergies Nouvelle-Aquitaine TE 47).
- **Baisse des achats d'eau** liée à une consommation en diminution et à une amélioration des rendements (restructuration des réseaux de = Lamontjoie & St Vincent).
- **Augmentations des coûts liées aux analyses d'eau :** programme auto-contrôle exploitant (y compris CVM, PFAS et pesticides) et augmentation des analyses et du nombre d'éléments à analyser demandés par l'ARS.
- **Renouvellement des compteurs :** le déploiement de compteurs communicants sur certains secteurs (test prévu en 2026 sur la commune de Vianne) répond à un double objectif :
 - **Amélioration du rendement :** détection précoce des fuites et réduction des pertes en eau.
 - **Service aux usagers :** facturation au plus juste et alertes en cas de consommation anormale.
- **Modernisation du service et des logiciels métier :**
 - Mise en place de la solution Pure-contrôle permettant de piloter les installations industrielles de manière intelligente,
 - Logiciel UPFLEET, spécialisé dans la gestion de la flotte automobile,
 - Logiciel GMAO permettant de planifier, d'enregistrer et piloter tous les travaux de maintenance.
- **Lancement d'un nouveau marché pour l'entretien des espaces verts** qui réalisera trois passages dans l'année (deux passages actuellement)
- **Stabilité de la Redevance pour Mise à Disposition des Réseaux de Distribution d'Eau Potable (RMDP)**
- **Réforme des redevances de l'Agence de l'Eau :** le Syndicat devient redevable direct des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable. Le budget Régie Eau potable doit donc reverser au budget mutualisé la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable perçu pour un montant estimé à 160 000 €.
- **Évolution maîtrisée des Mouvement Inter-Budgets (MIB)**
- **Charges financières : stables**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes peuvent être fluctuantes en fonction de la consommation d'eau. Elles doivent couvrir les dépenses d'exploitation tout en limitant l'impact financier sur les usagers.

- **Légère augmentation des recettes pour ventes d'eau liée :**
 - A une légère augmentation des tarifs (Estimation à + 60 000 €),
 - A l'intégration des communes de Durance et de Boussès.
- **Prévision de recettes :** basée sur **98 % des ventes d'eau et abonnements 2025**, avec une **marge de sécurité** pour absorber les aléas.
- **Travaux de branchements :** les recettes issues des **travaux de branchements neufs** (participation des usagers) sont maintenues à un niveau stable.
- **Réforme des redevances de l'Agence de l'Eau :** recouvrement des nouvelles redevances.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les investissements 2026 s'articulent autour de trois éléments :

- **Plan de renouvellement : enveloppe prévisionnelle de 170 000 €/an.**
Ce plan prévoit notamment le renouvellement d'équipements tel que : des pompes, des capteurs de mesure, des disjoncteurs chloromètre, des analyseurs de qualité, ...
- **Véhicules :**
 - Renouvellement d'un camion benne, d'un véhicule utilitaire et d'un véhicule léger
- **Prévisions pour imprévus :** casses accidentelles liées à l'exploitation des ouvrages (ex : panne d'une pompe) et aléas climatiques.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

- Emprunts pour l'acquisition du camion benne et du véhicule utilitaire (90 000 €)
- Reprise de résultat N-1 (122 595 €)
- Affectation d'une partie du résultat 2025

6. BUDGET ANNEXE REGIE ASSAINISSEMENT

6.1 PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET REGIE ASSAINISSEMENT

Ce budget couvre l'ensemble des opérations se rapportant au traitement collectif des eaux usées pour les territoires gérés en régie directe par le Syndicat EAU47.

- **Activités principales :**
 - La collecte, le transport et le traitement des eaux usées domestiques et industrielles,
 - La maintenance des infrastructures (réseaux, stations d'épuration, équipements associés),
 - Le respect des obligations réglementaires en matière de qualité des rejets et de performance du service public.
- **Territoires concernés :** zones non déléguées à des opérateurs privés, notamment les secteurs de la Porte des Landes et de l'Albret.

 **Principaux postes de dépenses :**

Postes de dépenses	Détails
Charges à caractère général	Frais liés à l'exploitation du service, à l'entretien et à la réparation des réseaux, (curage, réparation des casses), aux stations d'épuration (maintenance préventive/corrective), le traitement des boues et sous-produits et les ouvrages annexes (déversoirs d'orage, postes de refoulement), ...
RMDP (Redevance de Mise à Disposition du Patrimoine)	Sommes versées à la collectivité, qui constituent la contrepartie de la mise à disposition des infrastructures
MIB (Mouvements Inter-Budgets)	Remboursement des frais de personnel et frais généraux (siège, assurances, communication, ...) au budget principal.
Redevance Agence de l'Eau	Redevance pour la performance des réseaux d'assainissement, Collectifs
Charges financières	Remboursement des emprunts contractés pour les investissements.
Dépenses d'investissement	Matériel spécifique d'exploitation, véhicules, bâtiments, matériel de bureau et informatique ...

Principaux modes de financement

Comme pour le budget régie eau, le budget est autonome et doit dégager une capacité d'autofinancement suffisante pour :

- Couvrir les dépenses courantes.
- Assurer le remboursement de la dette (emprunts dédiés aux investissements).
- Financer les frais d'exploitation et de personnel

Sources de recettes	Détails
Redevance assainissement	Calculée en fonction de la consommation d'eau des usagers (abonnement et tarif au m ³) et redevance de l'Agence de l'Eau
Participations aux travaux (branchements, raccordements,...)	Prix fixé par délibération du Comité
Emprunts	Financement des investissements lourds (ex. : bâtiments, véhicules).

6.2 RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€)

** Les données présentées sont de nature provisoire et feront l'objet d'une validation définitive après vérification avec le centre de gestion comptable.*

Le budget de la régie Assainissement Collectif du Syndicat EAU47 pour l'exercice 2025 se solde par un **excédent global de 1 M€**, intégrant la reprise des résultats antérieurs. Cet excédent, bien que positif révèle un déficit important de la section de fonctionnement pour l'année 2025.

Détail de la section de Fonctionnement (en euros)

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	4 868 658	3 973 003,81		976 579,68
Recettes	4 868 658	3 740 725,47	1 208 858,02	
Résultats (Recettes – Dépenses) :		-232 278,34	1 208 858,02	

Détail de la section d'Investissement (en euros)

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	267 110	158 489,14		32 070,11
Recettes	267 110	143 006,55	47 552,70	
Résultats (Recettes – Dépenses)		-15 482,59	47 552,70	

Restes à Réaliser (RAR) 2025 :

Postes	Reste à réaliser 2025
Dépenses	24 278
Recettes	0
	- 24 278

Analyse des résultats :

- Section de fonctionnement : Déficit de - 232 278,34 € en 2025, couvert par un report de 1 208 858,02 € de N-1.
 - Section d'investissement : Déficit de - 15 482,59 en 2025, compensé par un report de 47 552,70 € de N-1.
- Des Restes à réaliser d'un montant de 24 278 € à reporter sur 2026

Excédent global et perspectives

- **Sans reprise des résultats N-1** : Déficit de - **247 760,93 €** (cumul des déficits de la section de fonctionnement et de la section d'investissement).
- **Avec reprise des résultats N-1** : Excédent de **1 008 649,79 €**, grâce aux reports antérieurs.

L'excédent 2025 repose entièrement sur l'excédent reporté de N-1 (1,2 M€). Une telle situation n'est pas pérenne et une réflexion globale est en cours afin réduire ce déficit.

6.3 STRUCTURE DE LA DETTE

Situation de la dette au 1^{er} janvier 2025

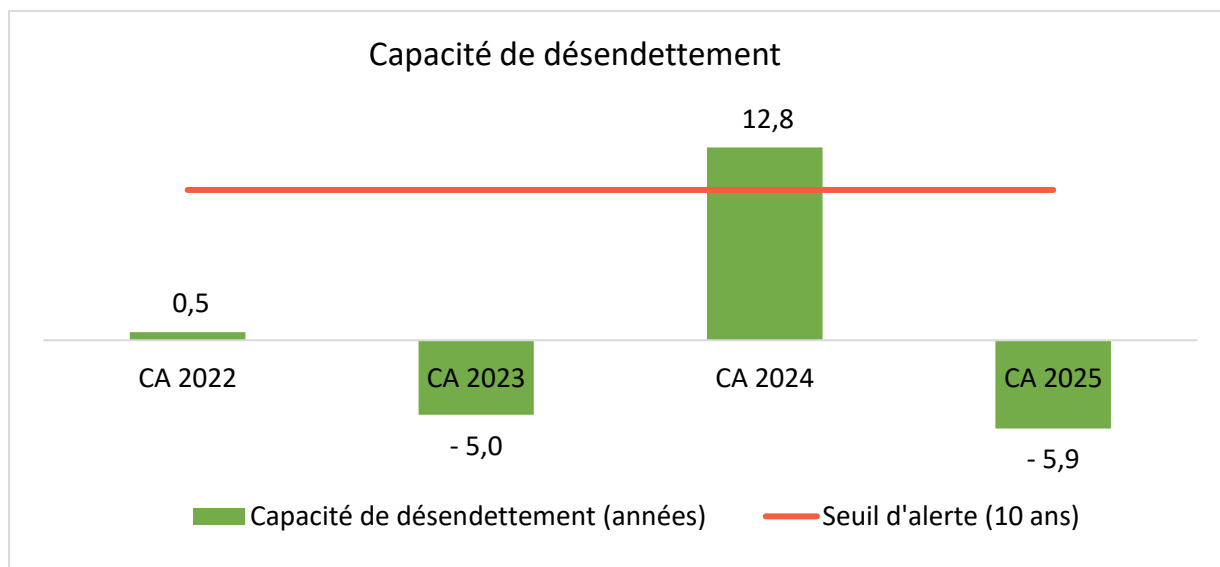
Le budget annexe de la régie assainissement collectif du Syndicat EAU47 porte 3 emprunts en cours au 1^{er} janvier 2025.

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Capital restant dû (CRD) : **880 591 €**
- Annuité 2025 :
 - Montant total : 72 706 €
 - Dont remboursement en capital : 63 482 €,
 - Dont intérêts : 9 224 €.
- **Aucun nouvel emprunt** n'a été réalisé pendant l'exercice 2025.

La **capacité de désendettement** au 31 décembre 2025 est négative (-5,9 ans).

Ce ratio de capacité de désendettement, relève d'une épargne brute négative et du poids de l'emprunt du bâtiment de Casteljaloux.



🌱 Évolution prévisionnelle en 2026

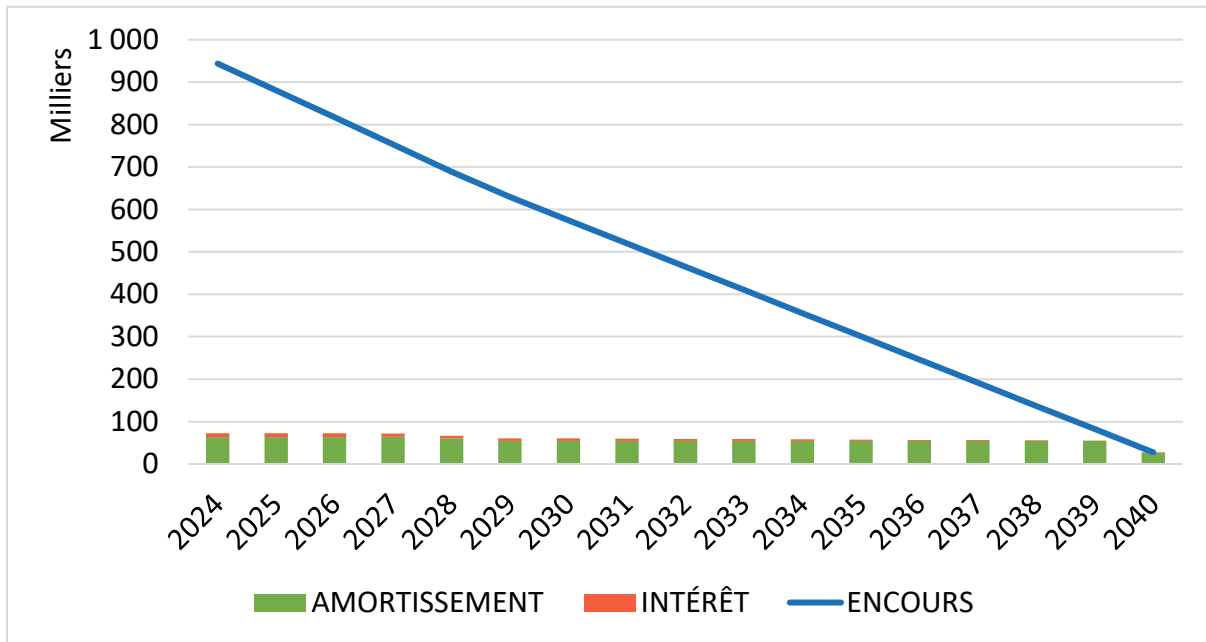
Au 1^{er} janvier 2026, la dette comptera toujours **3 emprunts**, avec un **capital restant dû réduit à 817 108,67 €**.

L'annuité 2026 sera de 72 175,95 €, répartie ainsi :

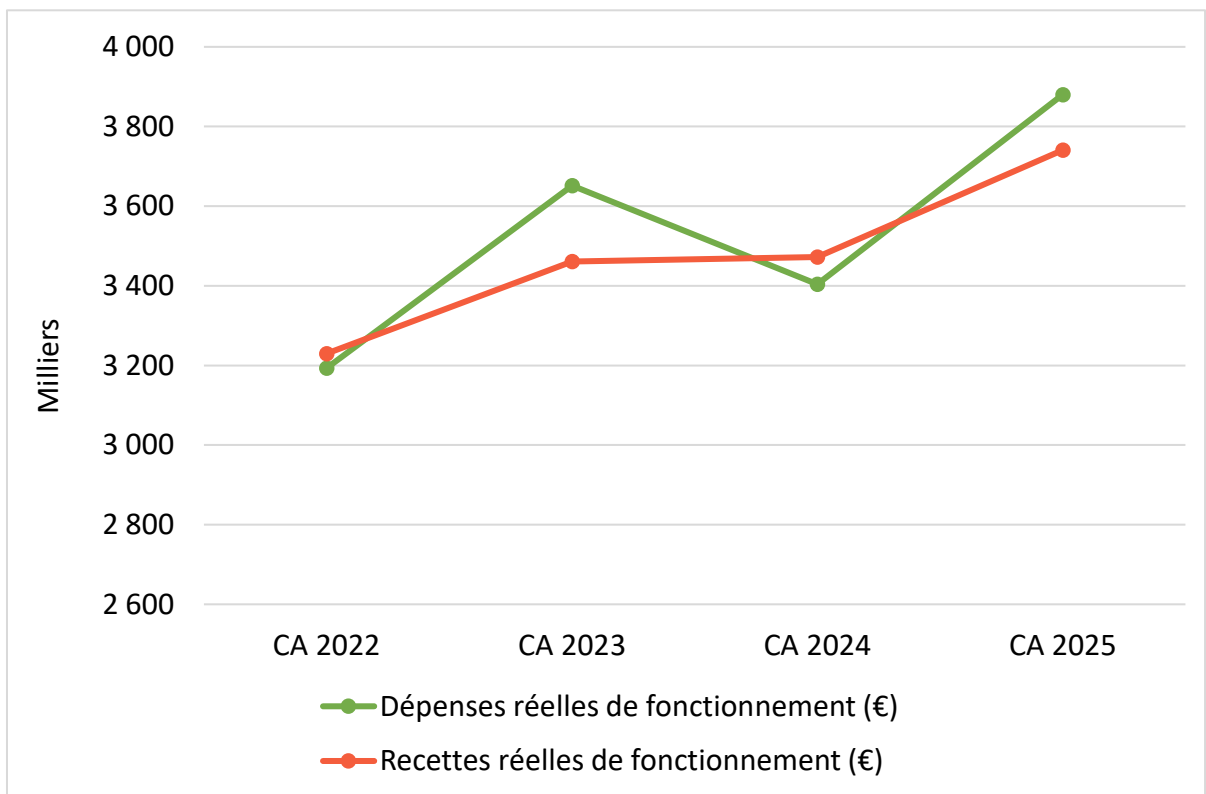
- Remboursement en capital : 63 800,04 €
- Charges d'intérêts : 8 375,91 €

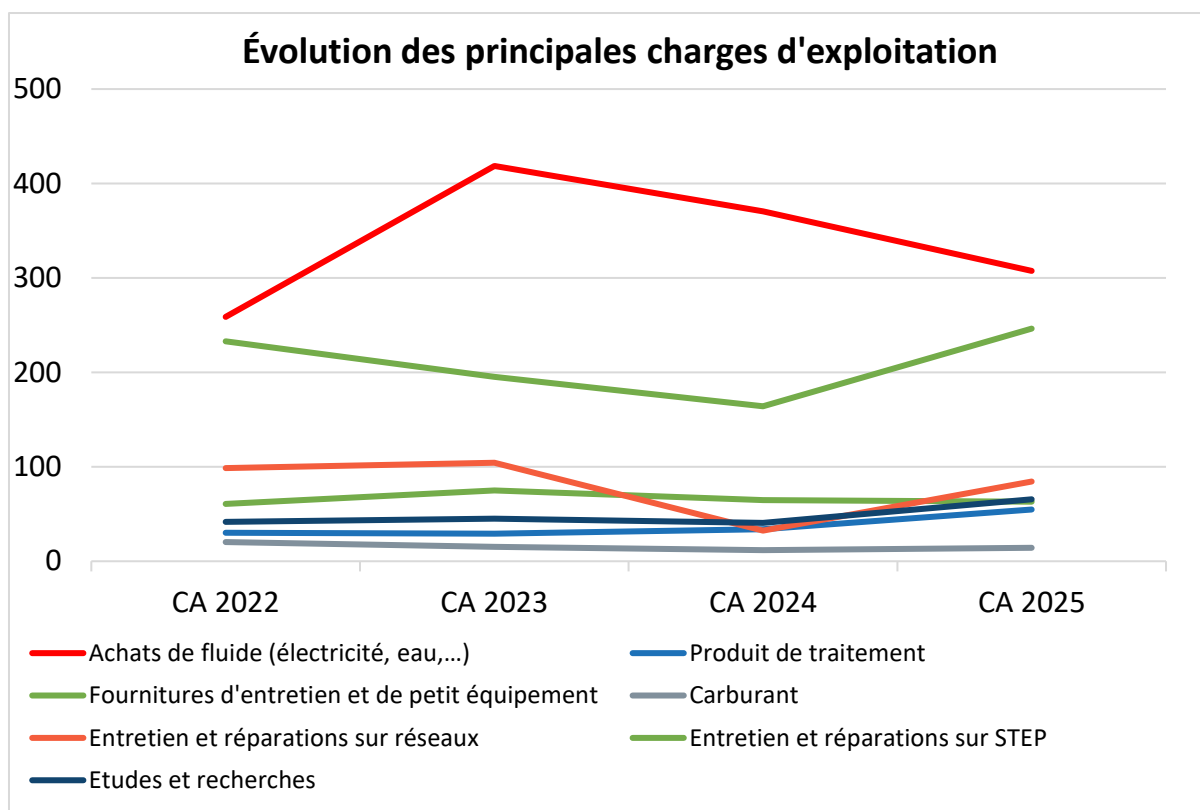
La dernière échéance de remboursement est prévue pour **2040**.

6.4 ÉVOLUTION DES ANNUITÉS ET DE L'ENCOURS DE LA DETTE (€)



6.5 ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT





6.6 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Contexte et enjeux

Le budget annexe de la régie assainissement collectif s'inscrit, comme le budget régie eau, dans un environnement marqué par des tensions inflationnistes persistantes, des réformes réglementaires et la volonté du Syndicat de garantir un service durable, conforme aux normes environnementales.

Les orientations présentées ci-dessous visent à concilier **équilibre financier, qualité du service public**, tout en garantissant une **trajectoire tarifaire maîtrisée** pour les usagers.

Orientations budgétaires 2026 – Budget régie assainissement

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses sont très sensibles à l'inflation (énergie, matières premières) et aux obligations réglementaires (redevances Agences de l'Eau, normes environnementales)

- **Charges à caractère général :**
- **Prévision d'une stabilité des charges d'électricité** (nouveau marché Electricité-Gaz 2026/2028).
- **Coûts liés aux analyses :** Analyse, autosurveillance, bilan 24h, ...
- **Modernisation du service et des logiciels métier (idem budget régie eau) :**
 - Mise en place de la solution Pure-contrôle permettant de piloter les installations industrielles de manière intelligente,
 - Logiciel UPFLEET, spécialisé dans la gestion de la flotte automobile,
 - Logiciel GMAO permettant de planifier, d'enregistrer et piloter tous les travaux de maintenance.
- **Lancement d'un nouveau marché pour l'entretien des espaces verts** qui réalisera trois passages dans l'année (deux passages actuellement)
- **Stabilité de la Redevance pour Mise à Disposition des Réseaux de Distribution d'Eau Potable (RMDP)**
- **Réforme des redevances de l'Agence de l'Eau :** Le Syndicat devient redevable direct des redevances pour la performance des systèmes d'assainissement collectif. Le budget Régie Assainissement Collectif doit donc reverser au budget mutualisé la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif perçu pour un montant estimé à 105 000 €.
- **Légère diminution des Mouvement Inter-Budgets (MIB)**
- **Charges financières : Stables**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Comme pour le budget régie eau, les recettes peuvent être fluctuantes. Elles doivent couvrir les dépenses d'exploitation tout en limitant l'impact financier sur les usagers.

- **Augmentation des recettes liées :**
 - A une augmentation des tarifs (Estimation à + 80 000 €),
 - A l'intégration des communes de Durance et Boussès.
- **Prévision de recettes :** basée sur **98 % des volumes facturés 2025**, avec une **marge de sécurité** pour absorber les aléas.
- **Travaux de branchements :** les recettes issues des **travaux de branchements neufs** (participation des usagers) sont maintenues à un niveau stable.
- **Les recettes issues des contrôles pour les ventes** sont également maintenues à un niveau stable.
- **Réforme des redevances de l'Agence de l'Eau :** recouvrement des nouvelles redevances.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les investissements 2026 s'articulent autour de trois priorités :

- **Plan de renouvellement :** enveloppe prévisionnelle de 120 000 €/an
Le plan de renouvellement programmé prévoit notamment le renouvellement d'équipements tel que : des pompes, des dégrilleurs, des armoires électriques, ...

- **Véhicules :**
 - Renouvellement de deux véhicules légers
- **Prévisions pour imprévus :** provision pour casses accidentelles liées à l'exploitation des ouvrages (ex : panne d'une pompe) et aléas climatiques.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

- Aucun emprunt prévu en 2026
- Reprise des résultats N-1 (32 070 €)
- Affectation d'une partie du résultat 2025

7. BUDGET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

7.1 PERIMETRE ET FINALITES DU BUDGET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le budget dédié à l'Assainissement Non Collectif (ANC) couvre les dispositifs individuels de traitement des eaux usées domestiques pour les habitations non raccordées à un réseau collectif. Le Syndicat assure le contrôle et le suivi de ces installations, conformément aux obligations légales.

Les dépenses du budget ANC se répartissent comme suit :

- Contrôles des installations : vérification de la conformité des systèmes existants (diagnostics initiaux, contrôles périodiques, visites de conformité en cas de vente ou de construction neuve).
- MIB : charges de personnel et frais généraux, (assurances, communication, ...)
- Charges de fonctionnement : acquisition de matériel et fournitures nécessaires aux contrôles et au fonctionnement du service.

Il est financé principalement par la redevance d'assainissement non collectif (perçue auprès des usagers concernés) et les contrôles effectués lors des ventes des habitations et des constructions nouvelles.

7.2 RÉSULTATS DE CLÔTURE 2025 (€)

** Les données présentées sont de nature provisoire et feront l'objet d'une validation définitive après vérification avec le centre de gestion comptable.*

Le budget 2025 du Syndicat EAU47 pour l'assainissement non collectif se clôture avec un **excédent global de 1,8 M€**, intégrant les reports de l'exercice précédent.

Détail de la section de Fonctionnement (en euros)

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	2 800 050	1 166 058,76		1 776 129,52
Recettes	2 800 050	862 337,68	2 079 850,60	
Résultats (Recettes – Dépenses) :		- 303 721,08	2 079 850,60	

 **Détail de la section d'Investissement (en euros)**

Postes	Budget 2025	Réalisé 2025	Résultats reportés N-1	Résultats de clôture
Dépenses	148 196	47 094,63		71 090,45
Recettes	148 196	6 888,18	111 296,90	
Résultats (Recettes – Dépenses)		- 40 206,45	111 296,90	

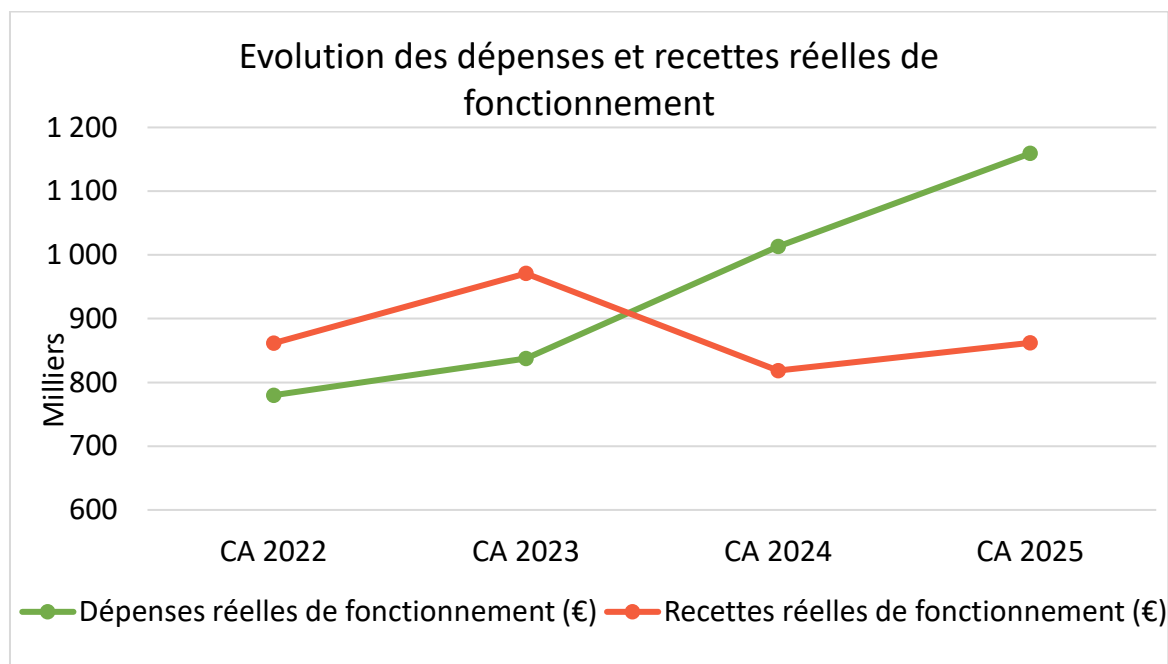
Restes à Réaliser (RAR) 2025 :

Postes	Reste à réaliser 2025
Dépenses	47 815
Recettes	0
	- 47 815

 **Analyse :**

- Excédent de clôture 2025 :
 - Sans reprise des résultats N-1 : - 343 927,53 € (déficit).
 - Avec reprise des résultats N-1 : 1 847 219,97 € (excédent).
- Le déficit de fonctionnement (issu principalement de la réalisation de nouveaux marchés pour le contrôle des ANC) a été résorbé grâce à la reprise des résultats excédentaires de N-1 (2 079 850,60 €).
- La consommation des reports N-1 est un choix du Syndicat. En effet, le montant important des résultats reportés nous permet de continuer à avoir un budget équilibré.
- Une fois nos excédents consommés, l'assemblée devra se positionner sur une augmentation des recettes (redevances, participations des usagers).

7.3 ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



7.4 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Le Syndicat EAU47 assure la gestion du service d'assainissement non collectif (SPANC) en régie directe. Ce service, est soumis aux règles de la comptabilité M49 et doit s'autofinancer via des recettes propres (redevances aux usagers).

Objectifs 2026 :

- Maintenir la qualité du service tout en maîtrisant les coûts,
- Optimiser les dépenses de fonctionnement,
- Continuité et modernisation du service.

Les orientations budgétaires 2026 du budget assainissement non collectif sont sensiblement les mêmes qu'en 2025.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les orientations visent une **maîtrise des charges**, avec les évolutions suivantes :

- **Charges à caractère général :**
 - Acquisition de **matériel et fournitures** (carburant, maintenances, abonnements, formations, ...) nécessaires au fonctionnement du service.
 - Réalisation des **marchés publics** pour les contrôles périodiques, les vérifications de bon fonctionnement et les diagnostics lors des ventes.

- **Charges de personnel :**
 - Les charges de personnel sont prises en charge comptablement au travers des Mouvements Inter-Budgets (MIB)
- **Charges financières :**
 - *Aucune charge financière* (pas d'emprunt en cours ou prévu).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

- **Stabilité de la redevance ANC :** le tarif reste inchangé pour 2026.
- **Baisse des recettes liées aux contrôles :**
 - Légère diminution des contrôles pour les ventes et constructions neuves (contexte immobilier)
- **Excédent de fonctionnement reporté :**
 - Solde positif de **1 776 129 €** reporté de 2025, permettant de couvrir les dépenses prévisionnelles.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

- **Achat d'outillages et matériel :**
 - Matériel de bureau et informatique (renouvellement partiel).
 - Outillages spécifiques pour les contrôles
- **Prévision pour un véhicule**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

- Excédent d'investissement reporté : solde positif issu des exercices antérieurs (**71 090 €**)
- Recettes générées par les dotations aux amortissements

Merci de votre attention.

